



Évaluation des risques et des vulnérabilités pays

BURKINA FASO

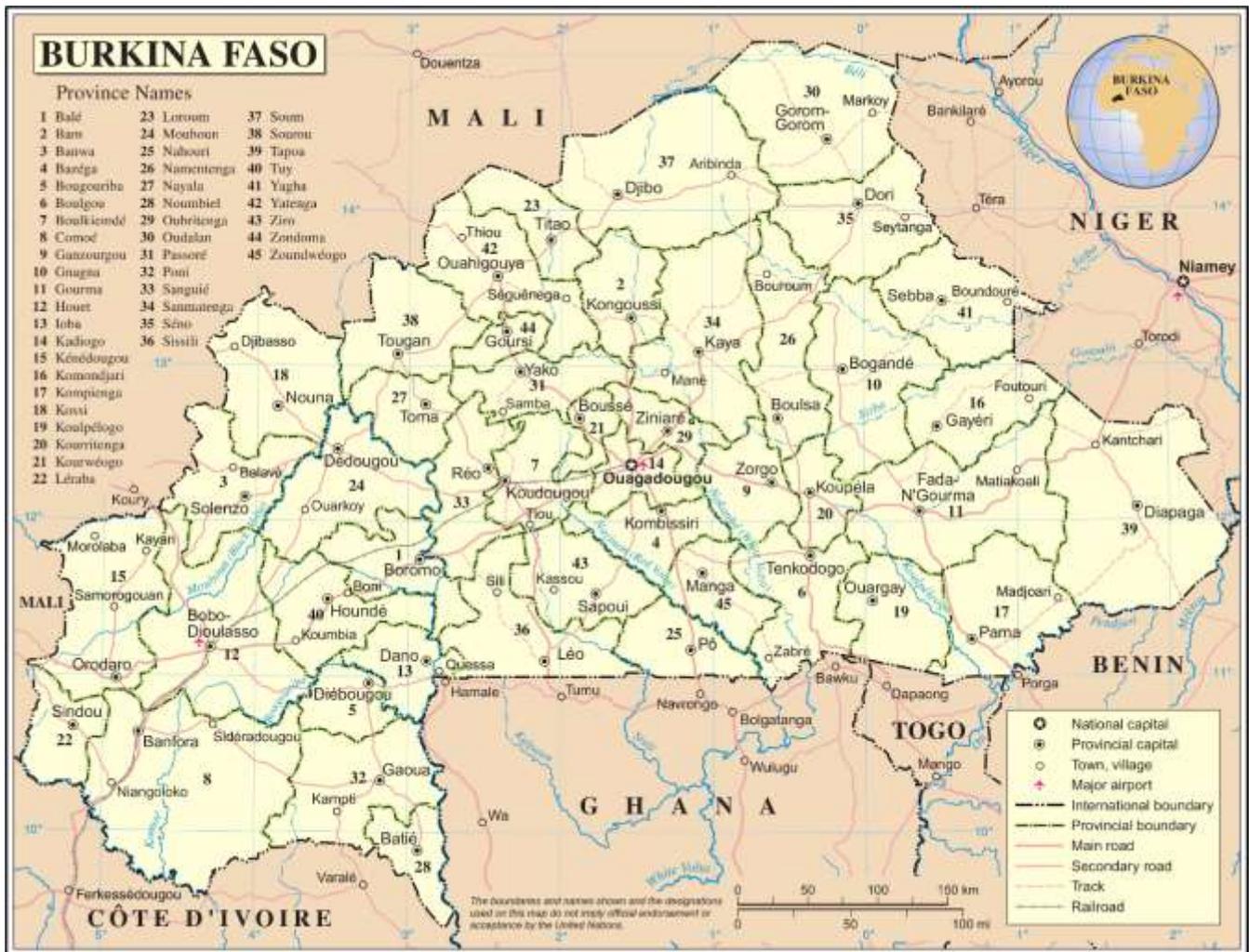
JUIN 2017

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE





AVERTISSEMENT :

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Table des matières

Sigles	5
Message du président de la Commission de la CEDEAO.....	7
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO	8
Préface	9
Résumé analytique	10
Introduction.....	12
Processus de recherche.....	12
Terminologie et définitions conceptuelles.....	14
Revue de la littérature.....	15
Questions de recherche	17
Description de l'échantillon	18
Analyse des données	19
Portée et limites de l'étude.....	20
Contexte	23
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau national	25
Population et démographie (pilier le plus vulnérable)	28
Politique et gouvernance (deuxième pilier le plus vulnérable).....	30
Économie et ressources (troisième pilier le plus vulnérable).....	32
Sécurité (quatrième pilier le plus vulnérable).....	34
État de droit (pilier le moins vulnérable).....	37
Facteurs externes.....	39
Considérations liées au genre	40
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par district.....	43
Régions des Cascades et du Sud-ouest	43
Région du Centre.....	49
Région de l'Est.....	55
Région du Nord.....	60
Région du Sahel.....	65
Conclusions et recommandations.....	71
Annexe A : Échantillon de données	73
Annexe B : Indice de vulnérabilité	79
Annexe C : Références supplémentaires	81
Annexe D : Glossaire	82

Annexe E: Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations du pilier de la sécurité humaine83

Sigles

ABBEF	Association burkinabè pour le bien-être familial
ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
AQIM	Al-Qaïda au Maghreb islamique
ARAD	Association de réflexion et d'action pour le développement de la province d'Oudalan
ASCE-LC	Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption
BAD	Banque africaine de développement
CAC	Comité d'action communautaire
CEBNF	Centres d'éducation de base non formels
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CERFI	Cercle d'études, de recherche et de formation islamique
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPI	Cour pénale internationale
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales
CREPA	Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût
CSC	Conseil supérieur de la communication
CSPS	Centre de santé et de promotion sociale
CVD	Comité villageois de développement
DDR	Désarmement démobilisation et réinsertion
DPA	Direction chargée des affaires politiques de la CEDEAO
DPKRS	Direction du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVP	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
EWD	Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO
FASO	Families Achieving Sustainable Outcomes
FEC	Facilité élargie de crédit
FMI	Fonds monétaire international
FOSCAO	Forum de la société civile d'Afrique de l'Ouest
GD	Groupe de discussion
GSDRC	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
HCRUN	Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale
IFI	Institutions financières internationales
IncReps	Rapports d'incidents d'ECOWARN
LCB	Ligue des consommateurs du Burkina Faso
MBDHP	Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples
NZAID	Agence néozélandaise pour le développement international
OCADES	Organisation catholique pour le développement et la solidarité
ONASER	Office national de la sécurité routière
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PIB	Produit intérieur brut

PND	Plan national de développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RASALAO	Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest
REN-LAC	Réseau national de lutte anti-corruption
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse des réseaux des parties prenantes
SONAGESS	Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africain
UNAB	Union nationale des anciens du Burkina Faso
USAID	Agence américaine pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre
WANEP	Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix

Message du président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou
Président de la Commission de la CEDEAO

Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a accompli d'énormes progrès dans la pratique de l'alerte précoce guidée par les données, à travers l'analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégambie dans le but d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà de l'étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVP constitue une kyrielle de points de vue et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d'ERVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d'ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu'il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d'un engagement dans la région qui tient compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye
Directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO

Résumé analytique

De 2016 à 2019, la CEDEAO a collecté des données quantitatives et qualitatives au Burkina Faso pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en mai 2017 au Burkina Faso afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et étoffer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles

relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

Au Burkina Faso, des niveaux élevés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de la population/démographie, tandis que des niveaux modérés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de l'économie/des ressources, de la politique/de la gouvernance et de la sécurité, et des niveaux plus faibles de vulnérabilité ont été constatés dans le domaine de l'État de droit.

Les défis à relever sont notamment une forte croissance démographique qui entraîne des pressions sur les infrastructures, les logements et les services sociaux. Avec un âge médian de 17,2 ans, un chômage croissant des jeunes et des taux d'abandon scolaire, certains jeunes à risque se sont avérés vulnérables au recrutement des groupes extrémistes. La migration, tant au Burkina Faso que dans les pays voisins, due à l'expansion de l'exploitation minière dans le pays et au conflit au Mali voisin, a également ajouté une pression sur les ressources naturelles et l'accès à la terre, tout en contribuant à la montée de l'extrémisme violent, en particulier le long de la frontière nord.

Toutefois, il existe de solides facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour une résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix au Burkina Faso. Les mécanismes de justice communautaire ou traditionnelle ont souvent été cités comme un important facteur de résilience. Les chefs traditionnels et religieux sont largement respectés et les méthodes traditionnelles de résolution des conflits sont souvent la forme de justice préférée. Au niveau gouvernemental, le département de gestion et de prévention des conflits du ministère de l'administration territoriale a été chargé de promouvoir des mécanismes alternatifs de résolution des conflits visant à minimiser l'escalade violente des griefs sur des questions telles que le régime foncier.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté, ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable au Burkina Faso.

Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.

Introduction

Processus de recherche

L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle selon cinq piliers de la Sécurité humaine tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016¹. Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la manière dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte du Burkina Faso, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et de sécurité sous-jacents, mais s'expriment différemment en fonction du contexte, nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité

humaine dans le cadre de la présente évaluation, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les autres

États membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce, une planification et une atténuation efficaces².

La recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain et l'analyse/validation.

Phase 1 : L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale/institutionnelle.



¹ Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce (EDW) a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVP et comporte les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques telles que les directives de l'ECOWARN et

le cadre de l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAID).

² Le Document de cadrage de la CEDEAO sur « L'évaluation des risques dans cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Mali. »

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les Rapports de situation d'ECOWARN (SitReps). Sur la base de ces ensembles de données préexistants³, un indice d'ERVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine au Burkina Faso.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident d'ECOWARN (IncReps), ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEDA) afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale/institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (au nombre desquelles figuraient des représentants d'institutions religieuses, d'acteurs du secteur public, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties

prenantes en vue d'une analyse quantitative, afin d'identifier les points d'appui, les sphères d'influence et le capital social. Sur la base de cette analyse, on a identifié les experts techniques clés qui ont été contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2 : La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Ouagadougou. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes interrogées à impliquer (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite réalisé une évaluation dans le pays entre le 15 et le 23 mai 2017 avec des participants issus des régions des Cascades, du Centre, de l'Est, du Nord, du Sahel et du Sud-ouest. L'équipe s'est rendue dans les différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier pour interviewer les principales parties

³ Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements des conflits armés, la Banque

mondiale, le Centre d'études de la sécurité ETH Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

prenantes touchées par la violence, connaissant le contexte local et disposant de capacités locales pour en apprendre davantage sur les facteurs de vulnérabilité et de résilience sous-tendant cette violence. Cette équipe était composée de représentants des Directions de l'Alerte précoce de la CEDEAO (EWD), des Affaires politiques (DPA), du Maintien de la Paix et de la Sécurité régionale (DPKRS), du Genre et des Affaires humanitaires et sociales, ainsi que de participants issus de l'USAID et d'experts affiliés. Les EIC et les GD organisés dans le cadre de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant divers points de vue sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle liés aux différents problèmes conflictuels dans l'ensemble du pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les doublons et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation pendant la phase 3.

Phase 3 : Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, un rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Ce rapport servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine au Burkina Faso ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus générale (par exemple, le Sahel).

Terminologie et définitions conceptuelles

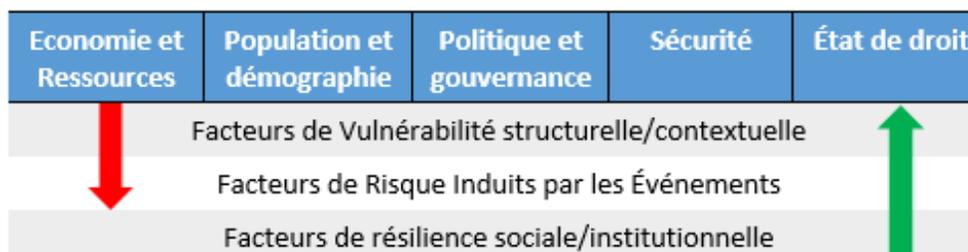
Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements, tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessous, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et



vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est d'autant plus utile qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

Revue de la littérature

Une approche d'alerte précoce centrée sur l'humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays ou régions voisines et

perpétuant dans le même temps un paradigme comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés⁴.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)⁵. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux et institutionnels jouent dans la prévention des conflits. Ainsi, le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Selon le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'approche de la sécurité centrée sur l'humain se décline en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures*

⁴ « Définir et mesurer la fragilité des États : une nouvelle proposition », Ferreira, I., La Conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique, juin 2015

⁵ « Guide thématique sur les États fragiles », McLoughlin, C., Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRDSU), août 2009

multisectorielles, englobant une large compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes d'alerte précoce⁶. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de l'*Indice des États fragiles* établi par le Fonds pour la paix⁷ jusqu'à l'*Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*⁸ en passant par l'Indice de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)⁹ de la Banque mondiale. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et des organismes multilatéraux, tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La

BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019*, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement ».¹⁰

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité ».¹¹ Les conceptions universitaires et politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité tant ancienne que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures. »¹²

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les

⁶ « La sécurité humaine dans la théorie et en pratique », Unité de la sécurité humaine, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Nations Unies, janvier 2009

⁷ Indice des États fragiles, Fonds pour la paix,

⁸ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD)

⁹ Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, Fondation Mo Ibrahim

¹⁰ « S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 – 2019 », BAD

¹¹ Ibid.

différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier ». ¹³ Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région ¹⁴ et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

Questions de recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont pas été explicitement posées sur le terrain, mais ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au Burkina Faso.

Politique/Gouvernance : Étant donné que l'année 2015 a marqué la première transition

démocratique du pouvoir depuis l'accession du Burkina Faso à l'indépendance (avec l'élection de Roch Marc Christian Kaboré), quelles sont les perspectives d'un processus politique durable, notamment lors des prochaines élections de 2020 et 2025 ? Quels sont certains des obstacles à la légitimité de l'État, y compris le favoritisme politique persistant et l'élite structurée en faction ? Dans quelle mesure la récente transition démocratique aidera-t-elle à résoudre les griefs sociopolitiques et économiques antérieurs ? Dans la mesure où la société civile et les groupes d'intérêts populaires ont pu influencer le processus politique comme jamais auparavant, quel rôle joueront-ils dans le processus démocratique à l'avenir ?

Population/Démographie : Dans quelle mesure la polarisation ethnique ou les tensions entre agriculteurs et éleveurs constituent-elles un facteur important dans le paysage sociopolitique ? Le sectarisme religieux ou l'extrémisme radical est-il un facteur de division ou les problèmes de terrorisme et d'extrémisme radical sont-ils principalement impulsés de l'extérieur ? Une population de jeunes privés de leurs droits et en nombre disproportionnellement élevé met-elle à rude épreuve les ressources urbaines ou les services publics ? Dans quelle mesure les conditions climatiques défavorables ont-elles une incidence sur la sécurité alimentaire, en particulier, et la sécurité, en général ? Existe-t-il des groupes qui sont structurellement exclus de la représentation politique ou des possibilités politiques ?

Économie/ressources : Dans quelle mesure la gestion des ressources naturelles et les différends liés aux concessions sapent-ils la cohésion sociale [par exemple, l'exploitation aurifère] ? Dans quelle mesure la volatilité des prix des produits de base, notamment les prix des denrées alimentaires et du pétrole, affecte-t-elle les populations les plus vulnérables et contribue-t-elle à l'instabilité ?

¹³ Résolution n° 66/290 de l'Assemblée générale, octobre 2012

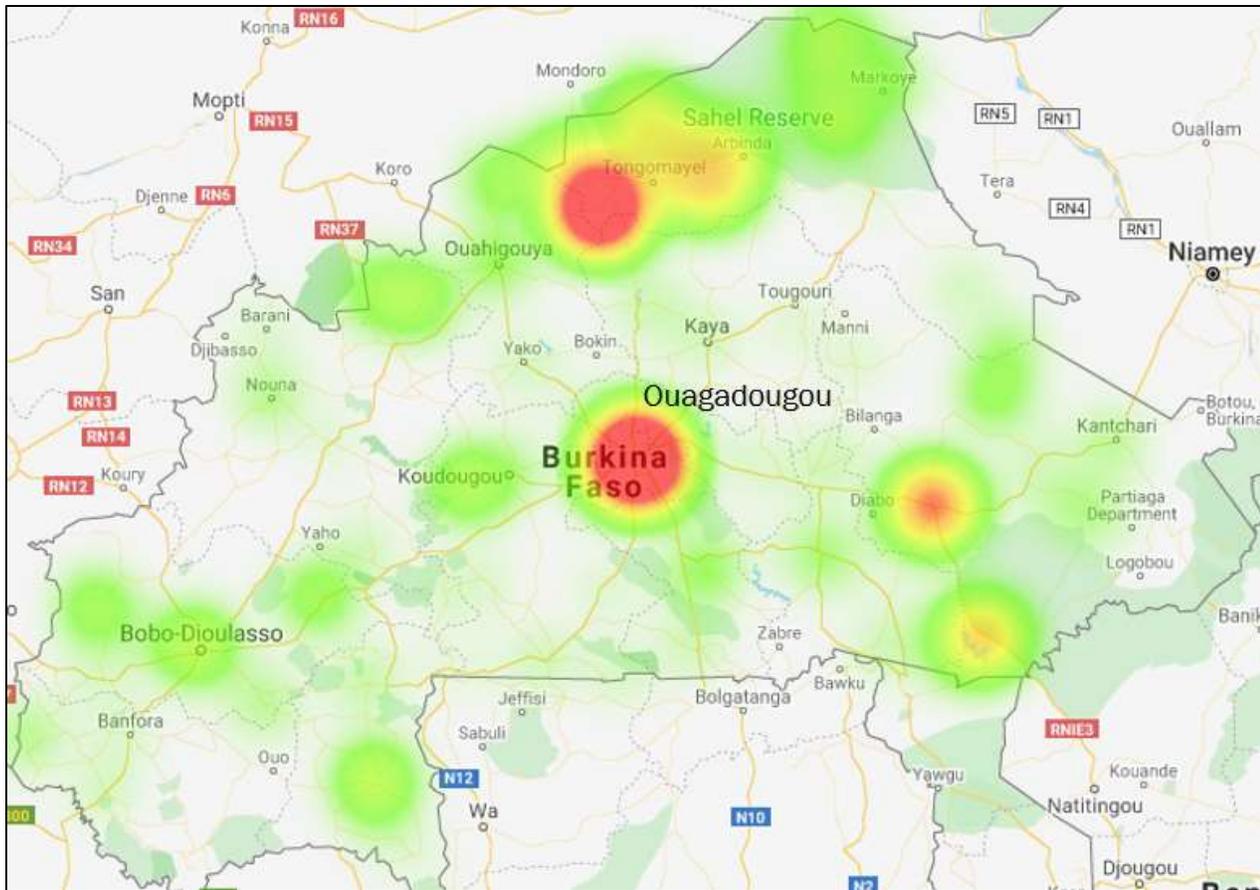
¹⁴ Vision 2020 de la CEDEAO, Vers une communauté démocratique et prospère, CEDEAO, juin 2010

Sécurité : Dans quelle mesure les conflits dans la région influent-ils sur la sécurité et la stabilité au Burkina Faso, notamment par les problèmes des réfugiés et les problèmes transfrontaliers avec les pays voisins ? L'extrémisme radical dans la région accroît-il le risque de terrorisme ou met-il en péril la cohésion sociale ? Compte tenu des antécédents de mutineries et des coups d'État militaires au Burkina Faso, quel sera le rôle de l'appareil sécuritaire dans la garantie de la sécurité nationale ?

État de droit : Au regard de la récente transition démocratique, quel rôle joue le pouvoir judiciaire en ce qui concerne les questions de justice et d'impunité ? Est-il indépendant de toute influence des pouvoirs exécutif ou législatif ? En dehors du chef-lieu administratif, existe-t-il un accès aux services judiciaires et juridiques ? Comment les forces de l'ordre et le système judiciaire traitent-ils les menaces transfrontières émergentes telles que le trafic d'armes, d'êtres humains ou de drogues ?

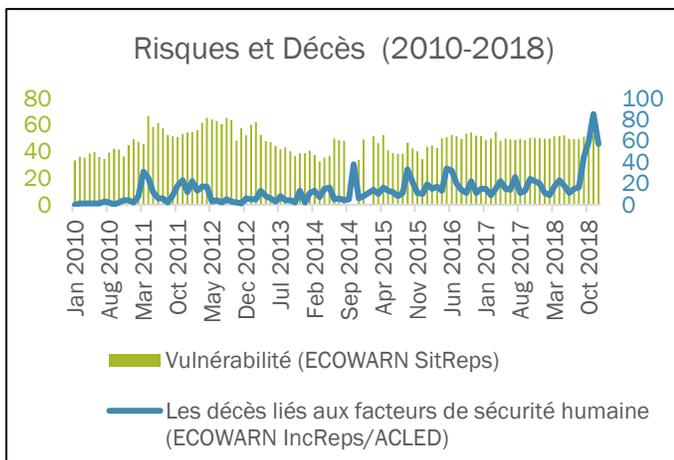
Description de l'échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation (SitReps) et des rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN, ainsi que des données sur les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité, on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, l'ACLEd, la Banque mondiale, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et



A

La carte des foyers de tension présentant les données sur les événements montre les points névralgiques qui ont enregistré des incidents de conflit au Burkina Faso de janvier 2015 à mars 2017. Ces foyers de tension ont guidé la planification des travaux de recherche sur le terrain.



Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-80) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 100) indique le nombre de victimes de conflits par mois.

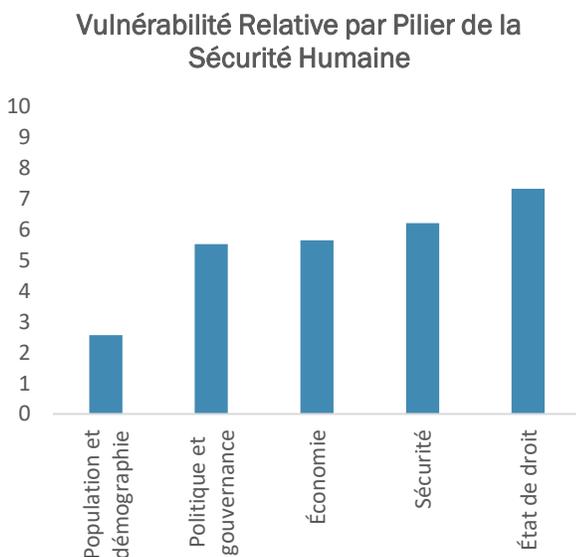


La carte montre les districts couverts par les activités entreprises sur le terrain relatif à l'ERV en mai 2017.

Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent que la vulnérabilité au Burkina Faso est restée relativement stable, mesurée sur la base d'une moyenne mensuelle des rapports de situation (SitReps). Des pics multiples de risque, mesurés au nombre de décès ont été enregistrés dans les rapports d'incidents d'ECOWARN et les données d'ACLED. Les premiers et quatrième trimestres de l'année 2016 ont été marqués par des hausses importantes du nombre signalé de décès liés aux conflits. L'augmentation de la violence au cours du premier trimestre est due à un attentat terroriste perpétré contre un hôtel à Ouagadougou, la capitale, qui a fait au moins 28 morts. Cet attentat a été revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et al-Mourabitoun, une organisation militante djihadiste liée à AQMI¹⁵. Au quatrième trimestre 2016, une attaque perpétrée contre un poste militaire dans le nord du pays par des hommes armés non identifiés a causé la mort d'au moins 11 soldats burkinabés.

L'indice d'ERVP, ci-dessous, indique qu'au Burkina Faso, les piliers de la sécurité humaine qui affichent les niveaux les plus élevés de vulnérabilité sont le pilier « Population et



¹⁵ "Attack at Hotel in Burkina Faso's Capital", Stack, L. and Callimachi, R., The New York Times, janvier 2016.

démographie », suivi des piliers « Politique et gouvernance » et « Économie et ressources ». Les données suggèrent que le domaine de l'État de droit est le pilier le plus résilient du pays. Se référer à l'Annexe B pour une brève description de la façon dont les indicateurs et les sources ont été choisis, ainsi que la façon dont les données ont été normalisées, mises à l'échelle et intégrées.

Les données sur les événements montrent les points névralgiques, les schémas et les tendances au niveau infranational, y compris les incidents de tension et de violence politiques à Ouagadougou, la capitale, ainsi que les problèmes de conflits transfrontaliers dans la région du Sahel. Des travaux de recherche sur le terrain ont été effectués pour valider et contextualiser ces constatations au travers des EIC et des GD.

Les données quantitatives indiquent des niveaux modérés de vulnérabilité structurelle au Burkina Faso, pour ce qui est en particulier du pilier « Population et démographie ». Toutefois, en termes de facteurs de risque dynamiques, la violence létale enregistre une hausse, en particulier le long de la frontière nord avec le Mali, mesurée par le SIG et à l'aide des données sur les événements. Des travaux de recherche sur le terrain ont ensuite été entrepris pour valider et contextualiser ces constatations préliminaires. Comme l'illustrent les pages ci-après, les GD et les EIC ont validé ces constatations et permis de fournir un contexte et de définir une proportionnalité. Ces données qualitatives ont, par exemple, montré à quel point la population dépend des milices non-étatiques pour assurer leur sécurité dans un environnement nécessitant un renforcement des capacités et une réforme du secteur de la sécurité (RSS).

Portée et limites de l'étude

Le présent rapport vise à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, des

données de SIG et des données qualitatives de façon précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figure l'intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. Par ailleurs, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité de l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (23 personnes de premier plan) et des GD (15 groupes de discussion). Dans la mesure où ces parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) porte principalement sur deux domaines. Les rapports d'ERVVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs, tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification stratégique par la CEDEAO et d'autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s'appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risques induits par

les événements mis en exergue dans le présent rapport, l'ERVVP devrait servir d'analyse de référence des dynamiques qui font l'objet d'une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d'éclairer la planification stratégique se rapportant aux questions de vulnérabilité structurelle, l'ERVVP sous-tendra également les produits d'alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les personnes interrogées potentielles sur l'aggravation du risque de conflit à l'aune d'un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d'ERVVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d'intérêt ou faisant l'objet de préoccupation.

S'il est vrai que de nombreux rapports qui s'attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l'ensemble de la région. À ce titre, les rapports d'ERVVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational. Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s'assurer que les crises ne surviennent pas, le cas échéant, qu'elles n'éclatent pas à nouveau ».

Enfin, comme l'a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à

des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d'ERVP, qui couvrent l'ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l'échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et intimement liés les uns aux autres non seulement aux plans historique et culturel, mais aussi en termes

vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et donnent lieu au bout du compte à l'éclatement de la violence, décennie après décennie. Ainsi les rapports d'ERVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui conduisent à une vulnérabilité structurelle et à l'aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d'une perspective holistique et systémique tant dans l'analyse que dans la réponse.

Contexte

Le Burkina Faso, autrefois connu sous le nom de Haute-Volta, est un pays enclavé comptant une population en plein essor de 18,1 millions d'habitants¹⁶. C'est avec le Mali, au nord, qu'il a sa plus longue frontière commune, le long de laquelle frontière une série d'attaques transfrontalières a été signalée en 2016 et 2017. Ses autres pays voisins sont la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Niger.

Le Burkina Faso a acquis son indépendance vis-à-vis de la France en 1960. Dans les années qui ont suivi, le pays a connu des coups d'État répétés, des changements fréquents et violents de pouvoir et des troubles civils jusqu'en 1987, année où Blaise Compaoré a mené un coup d'État réussi contre le chef de l'État d'alors, le capitaine Thomas Sankara. Compaoré a dirigé le pays pendant 27 ans, jusqu'à ce qu'il démissionne en 2014 suite à des protestations populaires massives contre un projet de référendum constitutionnel visant à prolonger son mandat. Un gouvernement de transition est mis en place et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Michel Kafando, devient le président de la transition. En septembre 2015, les alliés de Compaoré, dirigés par des membres du Régiment d'élite de la sécurité présidentielle (RSP), tentent de renverser le gouvernement de transition mais n'y parviennent pas au bout du compte. Des élections présidentielles sont organisées en novembre 2015 et le Premier ministre Roch Marc Christian Kaboré est élu président. Les élections de 2015 sont considérées comme les élections les plus transparentes et pacifiques jamais organisées au Burkina Faso depuis des décennies.

Pendant cette période de transition politique, le Burkina Faso a également été confronté à

d'importantes pressions économiques et démographiques. En effet, l'indice de développement humain 2016 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a classé le Burkina Faso au 183^e rang sur 188 pays¹⁷ et 43 % de la population burkinabé vit en dessous du seuil international de pauvreté¹⁸. L'économie du pays est fortement tributaire de la production agricole, avec environ 80 % de la population engagée dans ce secteur, et ses principaux produits d'exportation sont l'or et le coton, qui sont soumis aux fluctuations des cours sur le marché mondial¹⁹. Des cas de travail des enfants et de traite d'êtres humains dans les industries du coton et des mines²⁰ ont également été signalés. Le secteur agricole enregistre régulièrement de faibles rendements agricoles et une faible productivité du cheptel, aggravés par une pluviométrie irrégulière, la déforestation et la désertification. Du fait en partie des impacts régionaux de l'épidémie d'Ébola et de l'incertitude liée à la transition politique du pays, la croissance du PIB a ralenti en 2014 et 2015, mais devrait rebondir légèrement en 2016 et 2017²¹.

Les défis économiques du Burkina Faso sont davantage exacerbés par les pressions démographiques et environnementales. La population connaît une croissance rapide et a doublé depuis 1985, situation qui exerce une pression sur les infrastructures et les services sociaux, en particulier dans les zones urbaines à croissance rapide. L'accès aux produits alimentaires demeure un problème critique au Burkina Faso, avec environ 20 % de la population en situation d'insécurité alimentaire et 50 % des ménages ruraux dans l'incapacité de produire suffisamment de denrées alimentaires²², selon les

¹⁶ « Population (total) », Banque mondiale

¹⁷ « Rapport sur le développement humain », PNUD, ONU, 2016.

¹⁸ « Proportion de la population se trouvant sous le seuil de 1,90 dollars par jour (pourcentage de la population) », Banque mondiale

¹⁹ « Aperçu pays du Burkina Faso », Banque mondiale

²⁰ « Rapports sur le travail des enfants et le travail forcé », Département américain du travail

²¹ « Perspectives économiques au Burkina Faso », BAD

²² « Burkina Faso : Agriculture et sécurité alimentaire », USAID

estimations de l'USAID. Le Bureau des Nations Unies de coordination des affaires humanitaires (OCHA) prévoit que plus de 860 000 personnes au Burkina Faso auront besoin d'aide humanitaire en 2017²³.

Enfin, le Burkina Faso est sensible aux répercussions des conflits qui surviennent dans les pays voisins, notamment l'insécurité persistante dans le nord du Mali. En avril 2017, le Burkina Faso accueillait plus de 33 000 réfugiés maliens enregistrés, exerçant ainsi une pression

économique, politique et sociétale supplémentaire sur un gouvernement déjà accablé²⁴.

Le Burkina Faso est actuellement dans une période de transition politique et est confronté à de fortes pressions internes et externes, ce qui accroît le risque de conflit. La croissance et la résilience futures du Burkina Faso dépendront en grande partie de la capacité du nouveau gouvernement à favoriser le développement, à promouvoir des institutions fortes et inclusives et à faire face aux menaces sécuritaires.

²³ « Aperçu humanitaire global 2017 », OCHA, ONU

²⁴ « Portail opérationnel : Situations des réfugiés », HCR, ONU

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau national

Sur la base d'une recherche documentaire s'appuyant sur des ensembles de données d'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés du Burkina Faso, des travaux de recherche sur le terrain comprenant des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD), ainsi que d'une analyse participative menée par l'équipe d'ERVP chargée de la recherche sur le terrain, les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience suivants ont été identifiés au niveau national :

Vulnérabilités structurelles

Population et démographie

- Mauvaise gestion des ressources de l'eau et accès à la terre
- Changements démographiques : croissance démographique et migration rurale-urbaine
- Population nombreuse de jeunes
- Dégradation de l'environnement, y compris la pollution de l'eau, due aux activités minières
- Faible capacité des services de santé et d'éducation, en particulier la planification familiale et la santé maternelle

Politique et gouvernance

- Manque d'éducation civique populaire
- Sous-représentation des femmes en politique
- Manque de présence de l'État et de services publics dans certaines régions (en particulier santé / éducation / planification familiale / santé maternelle) conduisant à un sentiment d'exclusion ou d'abandon
- Contrôle inadéquat du secteur de la sécurité
- Perceptions du favoritisme, de la corruption ou des préjugés des politiciens et des institutions gouvernementales

Économie et ressources

- Dépendance sur les prix des produits de base; économie non diversifiée
- Niveaux élevés de chômage, de pauvreté et d'inégalité
- Activité minière illégale
- Insécurité alimentaire / faible production agricole
- Faible mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement
- Mise en œuvre inefficace du régime foncier

Sécurité

- Gestion inadéquate des ressources naturelles contribuant aux conflits intercommunautaires
- Débordement des conflits des pays voisins

- Frontières poreuses
- Forces de sécurité sous-équipées
- Recours aux acteurs de la sécurité non étatique
- Criminalité

État de droit

- Perceptions de la corruption et de l'impunité au sein du système judiciaire
- Exclusion des femmes du système de justice

Risques induits par les événements

Population et démographie

- Mouvements des personnes déplacées et des réfugiés
- Pressions environnementales (impact des inondations et de la sécheresse sur l'agriculture et la sécurité alimentaire)

Politique et gouvernance

- Élections
- Tentatives de coups d'État
- Réformes constitutionnelles / électorales

Économie et ressources

- Fluctuations des prix mondiaux des produits de base
- Expropriation des propriétaires fonciers pour les activités minières

Sécurité

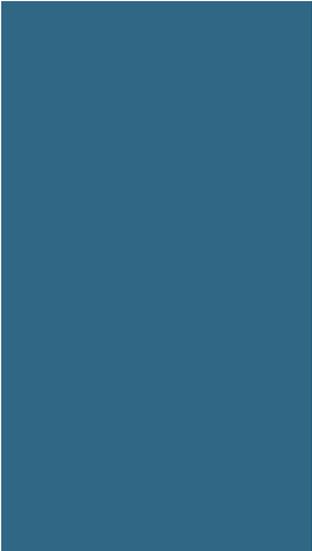
- Conflit entre groupes sur l'accès aux terres arables et aux autres ressources naturelles
- Attaques terroristes; débordement des conflits des pays voisins
- Conflit sur l'utilisation des terres; conflits entre éleveurs et agriculteurs

État de droit

- Incidents de corruption dans le système judiciaire
- Violations des droits humains
- Les incidents de la justice populaire

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les chefs traditionnels, coutumiers et religieux
- Les activités de développement et de sensibilisation par les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds internationaux et les organismes gouvernementaux
- Les groupes de *Koglwéogo* et de *Dozo*
- La coexistence entre groupes religieux ; le dialogue interreligieux
- La pratique culturelle de la « parenté à plaisanterie ».
- Les initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS)

- 
- Les initiatives gouvernementales d'atténuation des conflits, y compris la création de la Direction de la prévention et de la gestion des conflits du ministère de l'Administration territoriale
 - Application des lois coutumières pour l'atténuation des conflits
 - Existence de cadres et de législations en matière de genre
 - Rôle de l'économie informelle dynamique dans le soutien des moyens de subsistance
 - Initiatives gouvernementales pour soutenir les agriculteurs et les petits producteurs
 - Activités de microfinance, en particulier pour soutenir les groupes de femmes
 - Efforts pour renforcer les institutions étatiques afin d'améliorer la gouvernance

Outre les répercussions du conflit qui a cours au Mali voisin, les thèmes clés qui se sont dégagés des travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP sont notamment : 1) l'urgence de consolider les récents progrès démocratiques afin d'éviter le statu quo ou le recul ; 2) la nécessité d'une réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans un contexte

marqué par des antécédents de mutineries et un recours généralisé à des acteurs non-étatiques pour assurer la sécurité ; 3) la gestion des ressources naturelles et les pressions sociales connexes en rapport avec l'activité minière et l'agriculture ; et 4) les inégalités en matière de genre dans la sphère politique.

Population et démographie (pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Mauvaise gestion des ressources de l'eau et accès à la terre• Changements démographiques : croissance démographique et migration rurale-urbaine• Population nombreuse de jeunes• Dégradation de l'environnement, y compris la pollution de l'eau, due aux activités minières• Faible capacité des services de santé et d'éducation, en particulier la planification familiale et la santé maternelle
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Mouvements des personnes déplacées et des réfugiés• Pressions environnementales (impact des inondations et de la sécheresse sur l'agriculture et la sécurité alimentaire)

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice de l'ERVP, le Burkina Faso est extrêmement vulnérable dans le domaine de la population et de la démographie. Sa note en la matière est composée de données mesurant l'âge médian, la croissance démographique et les indicateurs d'autonomisation en matière de santé et de procréation. L'âge médian du Burkina Faso est de 17,2 ans et le pays connaît une explosion démographique de la jeunesse : 45 % de la population a moins de 15 ans contre seulement 2,4 % qui a plus de 65 ans²⁵. Le pays a un taux de mortalité maternelle de 371 décès pour 100 000 naissances²⁶, contre 319 au Ghana²⁷ et 814 au Nigéria²⁸. Bien que le Burkina Faso n'ait signalé aucun cas d'Ébola au cours de l'épidémie de cette maladie qui a sévi dans la région dans la période allant de 2014 à 2015, le pays a indéniablement subi certains des effets secondaires du ralentissement économique enregistré dans la sous-région²⁹.

Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées ont identifié la croissance démographique comme une vulnérabilité clé dans cette catégorie, en mettant l'accent sur les

pressions connexes sur l'infrastructure, la disponibilité de logements et les services sociaux. Les participants ont cité l'aversion généralisée pour la planification familiale ou l'incompréhension de celle-ci comme facteur contribuant à la croissance démographique du Burkina Faso. Ils ont également identifié les jeunes comme une population particulièrement vulnérable, citant le chômage des jeunes et les taux d'abandon scolaire comme étant des sujets de préoccupation. Lors de la réunion de l'équipe avec le ministère de la Sécurité, il a été noté que les jeunes qui n'ont pas d'instruction ou de perspectives d'emploi étaient susceptibles d'être recrutés par les groupes extrémistes. De même, les responsables du ministère de l'Administration territoriale ont souligné que la pauvreté et l'explosion démographique de la jeunesse avaient amené de nombreux enfants et jeunes à s'engager dans le secteur de l'exploitation minière illégale.

Les migrations, tant à l'intérieur du Burkina Faso qu'en provenance des pays voisins, exercent une pression supplémentaire sur les ressources naturelles et l'accès à la terre. Les personnes interrogées ont relevé que l'expansion du secteur minier, aussi bien illégale que légale, a exacerbé la

²⁵ « Profil démographique du Burkina Faso », Indice Mundi

²⁶ « Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée pour 100 000 naissances vivantes) », Banque mondiale

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ « Aperçu pays du Burkina Faso », Banque mondiale

migration et créé des pressions supplémentaires dans cette catégorie. L'exploitation minière a également contribué à la dégradation des terres et à la pollution, accentuant ainsi la concurrence pour l'accès aux terres et entraînant des problèmes de santé et de pollution, vu que les sociétés minières utilisent le mercure et le cyanure pour séparer les déchets du minerai d'or.

Au plan ethnique, le Burkina Faso est un pays diversifié, avec une composition ethnique estimée à 52,5 % de Mossi, 8,4 % de Fulani, 6,8 % de Gurma, 4,8 % de Bobo, 4,5 % de Gurunsi, 4,4 % de Sénoufo, 3,9 % de Bissa, 2,5 % de Lobi, 2,4 % de Dagara, 1,9 % de Touareg/Bella et 0,8 % de Dioula³⁰. Le travail sur le terrain a identifié les tensions ethniques comme un facteur potentiel de conflit dans plusieurs régions du pays, en particulier lorsqu'elles sont associées à des problèmes de concurrence pour l'accès aux ressources foncières.

Du fait de l'insécurité persistante dans le nord du Mali, le Burkina Faso accueille également une importante population de réfugiés maliens. En avril 2017, on dénombrait environ 33 000 réfugiés

maliens enregistrés, vivant dans le nord du Burkina Faso³¹. Le pays s'est efforcé de leur³² faire un bon accueil et les entretiens dans les régions du Sahel et du Nord ont révélé des niveaux élevés de méfiance entre les populations de réfugiés et les communautés locales, méfiance liée notamment à des préoccupations concernant l'extrémisme et l'accès aux ressources.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Tout au long du travail sur le terrain, la coexistence interreligieuse a été citée comme facteur de résilience au Burkina Faso. Dans plusieurs régions, on célèbre la diversité religieuse et les communautés œuvrent ensemble à entretenir des relations positives et assurer la médiation en cas de conflits. Les participants ont évoqué le rôle important que jouent les chefs religieux dans l'atténuation des conflits. Les émissions radiophoniques locales soutenues par les organisations de la société civile ont également joué un rôle dans l'atténuation des tensions religieuses et la promotion de la compréhension entre les groupes.

³⁰ « Groupes ethniques du Burkina Faso », Index Mundi

³¹ « Portail opérationnel : Situations des réfugiés », HCR, ONU

³² « Les réfugiés maliens au Burkina Faso risquent de perdre

leur soutien vital », Programme alimentaire mondial, mars 2016.

Politique et gouvernance (deuxième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Manque d'éducation civique populaire• Sous-représentation des femmes en politique• Manque de présence de l'État et de services publics dans certaines régions (en particulier santé / éducation / planification familiale / santé maternelle) conduisant à un sentiment d'exclusion ou d'abandon• Contrôle inadéquat du secteur de la sécurité• Perceptions du favoritisme, de la corruption ou des préjugés des politiciens et des institutions gouvernementales
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Élections• Tentatives de coups d'État• Réformes constitutionnelles / électorales

Vulnérabilités et risques

Le Burkina Faso a accompli des progrès rapides dans le domaine « Politique et gouvernance » depuis 2014, mais il prévaut chez les nombreuses personnes interrogées à travers le pays un sentiment d'urgence générale selon lequel ces progrès doivent être consolidés afin d'éviter le statu quo ou le recul. Le pays affiche un taux de participation à la vie politique et aux élections supérieur à la moyenne comparativement à celui des autres pays de la région, avec un taux moyen avoisinant 65 % entre 2011 et 2015³³. Les protestations populaires massives de 2014 qui ont conduit à la fin de l'administration Compaoré et les protestations subséquentes contre la tentative de coup d'État militaire en 2015 attestent également du potentiel dynamisme politique de la population burkinabé, notamment chez les jeunes.

Le gouvernement de transition a adopté en 2015 de nombreuses réformes dont certaines étaient sujettes à controverse. En avril 2015, le pouvoir législatif a voté une modification du code électoral, empêchant les partisans de l'ancien président Compaoré de se présenter aux élections

présidentielles et législatives. Alors que les partisans du code électoral modifié font valoir que la loi a permis des élections plus ouvertes à la concurrence, les opposants à ce code, eux, soutiennent qu'il va à l'encontre de la constitution et de la démocratie. Le gouvernement de transition a également adopté une loi qui limite la durée des peines d'emprisonnement dans les affaires de diffamation. Toutefois, les condamnations pour diffamation peuvent toujours donner lieu à des amendes allant de 1 à 5 million(s) de francs CFA d'Afrique de l'Ouest (soit 1700 à 8000 dollars EU), ce qui, selon les critiques, pourrait amener les médias à mettre la clef sous le paillason.³⁴ En outre, certes la Constitution burkinabé garantit la liberté d'expression, le droit de réunion et la liberté de circulation, mais, dans la pratique, de nombreuses violations de ces droits ont été enregistrées. En matière de droits civils et politiques, les manifestants, les journalistes et les organisations non gouvernementales ont par le passé été réprimés ou attaqués par les forces de sécurité.³⁵ L'assassinat en 1998 de Norbert Zongo, éditeur et rédacteur en chef du journal *L'Indépendant*, qui enquêtait sur une affaire concernant le frère du Président Compaoré, a

³³ « Burkina Faso », Fondation internationale pour les systèmes électoraux

³⁴ « Liberté dans le monde 2016 : Burkina Faso », Freedom House

³⁵ « Rapports nationaux sur les pratiques en matière de droits de l'homme pour 2015 », Département d'État des États-Unis

provoqué de nombreuses protestations et est devenu un symbole marquant de la répression des médias au Burkina Faso.³⁶ Les manifestants se heurtent souvent à un usage excessif de la force ou font l'objet de longues périodes de détention lorsqu'ils sont placés en garde à vue.³⁷

Dans tout le pays, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé un manque de connaissance par la population des fonctions et attributions du gouvernement, ce qui a, dans certains domaines, contribué à une insatisfaction par rapport au rythme des réformes ou à des perceptions de promesses non tenues. Les personnes interrogées ont également fait état de perceptions de corruption ou de partialité chez les politiciens et au sein des institutions gouvernementales, cela a suscité un manque de confiance à l'État et au processus politique.

Lors des réunions de travail sur le terrain tenues à Ouagadougou, l'une des principales vulnérabilités identifiées par le Forum de la société civile d'Afrique de l'Ouest (FOSCAO) a été le manque de représentation et d'inclusivité politiques. La mise en place d'institutions de gouvernance fortes et la promotion d'une participation politique inclusive sont essentielles à une paix et une résilience durables, en particulier en période post-crise. Si la gouvernance post-crise est perçue comme partisane, cette perception sape les possibilités de réconciliation et de dialogue inclusif qui devraient être encouragées dans la sphère politique, ainsi que dans la société en général. Le Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN), qui a été créé par le Président Kaboré en 2016 pour enquêter sur les violations des droits de l'homme liées à la politique depuis 1960, a été perçu par de nombreuses personnes comme inefficace. Ce manque de confiance dans un processus transparent de vérité et de réconciliation peut déclencher une nouvelle vague

de conflit, selon l'une des personnes interrogées au sein du FOSCAO.

« Le fossé politique est en train de se creuser, eu égard au manque d'inclusion. Comment pouvez-vous parler de justice quand vous refusez de procéder à une introspection ? »

- Réunion avec le FOSCAO à Ouagadougou

Pendant cette période de transition politique, il est manifestement nécessaire de consolider les acquis démocratiques et de mettre en place des institutions inclusives et réactives pour encourager la confiance dans l'État. Les personnes interrogées ont identifié le besoin d'une plus grande éducation civique et d'une plus grande participation, particulièrement chez les jeunes. De plus, vu les antécédents de règne militaire et de coups d'État au Burkina Faso (plus récemment en 2015), la nécessité de la réforme du secteur de la sécurité est inextricablement liée à l'avenir politique du pays.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les chefs traditionnels et religieux étaient généralement perçus par les participants à la recherche sur le terrain comme une source de résilience. Toutefois, les participants à la recherche sur le terrain ont relevé que la légitimité de ces dirigeants est minée par la perception d'une politisation. Les groupes de la société civile, y compris les ONG locales et internationales qui mettent en œuvre des programmes d'éducation civique, d'éducation et de sensibilisation des électeurs, ont également été identifiés comme étant une source majeure de résilience.

³⁶ "Burkina Faso : Presse commémore le 18ème anniversaire de l'assassinat du journaliste Norbert Zongo", Fondation des médias pour l'Afrique de l'Ouest, décembre 2016.

³⁷ « Liberté dans le monde 2016 : Burkina Faso », Freedom House

Économie et ressources (troisième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Dépendance sur les prix des produits de base; économie non diversifiée• Niveaux élevés de chômage, de pauvreté et d'inégalité• Activité minière illégale• Insécurité alimentaire / faible production agricole• Faible mise en œuvre des politiques de protection de l'environnement• Mise en œuvre inefficace du régime foncier
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Fluctuations des prix mondiaux des produits de base• Expropriation des propriétaires fonciers pour les activités minières

Vulnérabilités et risques

La croissance économique récente du Burkina Faso a été entravée par l'incertitude liée aux transitions politiques, aux impacts régionaux de l'épidémie d'Ébola et à la chute des cours mondiaux de l'or et du coton.³⁸ À partir de 2015, le Burkina Faso a enregistré un PIB par habitant de 589,8 dollars US, soit une baisse par rapport au pic de 698,3 dollars US atteint en 2013.³⁹ La productivité économique tend à être faible, principalement en raison de la faiblesse de la production agricole, du manque d'électricité et de l'accès limité aux services financiers, ce qui freine la production et en accroît les coûts⁴⁰. La sécurité alimentaire est un problème crucial au Burkina Faso, où 20 % de la population est considéré comme étant en situation d'insécurité alimentaire⁴¹.

Dans le cadre de la recherche sur le terrain, les participants ont cité la pauvreté, l'inégalité, le chômage et la dégradation des ressources comme principales vulnérabilités au Burkina Faso. Plusieurs d'entre eux ont fait cas d'un ralentissement général de l'activité économique. Bon nombre de problèmes économiques du Burkina Faso sont liés aux pressions démographiques et aux différends liés à

l'exploitation des terres. Les personnes interrogées ont évoqué la croissance rapide de l'exploitation minière, tant légale qu'illégale, au Burkina Faso, en établissant une corrélation entre cette croissance et l'augmentation des taux d'abandon scolaire, les problèmes de concurrence pour l'accès aux ressources foncières et les activités criminelles, ainsi que les préoccupations de santé publique autour des villes minières.

Le manque d'infrastructures et de services publics, en particulier dans les régions plus rurales du pays, reste une grande vulnérabilité. Dans le cadre des efforts du gouvernement visant à améliorer l'infrastructure dans le pays, les responsables du ministère de l'Économie et des Finances interrogés ont indiqué qu'ils sont en train de doubler leurs investissements cette année dans les grands projets d'infrastructure, pour les porter à 1285 milliards de francs CFA. Conscients des défis que l'économie burkinabé doit relever en raison de la dépendance vis-à-vis des cours des matières premières (en 2016, la part de contribution de l'or aux exportations nationales a été de 60 %), les responsables du ministère ont mis en exergue des plans d'investissements publics additionnels dans le secteur agricole pour stimuler la production de produits alimentaires et les exportations de

³⁸ « Aperçu pays du Burkina Faso », Banque mondiale

³⁹ « PIB par habitant (\$ US courants) », Banque mondiale

⁴⁰ « L'équipe du FMI conclut une visite au Burkina Faso pour l'examen de la FEC et les consultations au titre de l'article IV », Fonds monétaire international, novembre 2016.

⁴¹ "Burkina Faso : Agriculture et sécurité alimentaire", Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

cultures de rente telles que le coton et le beurre de karité.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les coopératives locales de crédit et les prêts octroyés par les établissements de microcrédit ont été une source de résilience dans certaines régions du pays, fournissant les moyens de

favoriser le développement économique. Les Centres d'éducation de base non formels (CEBNF), qui assurent la formation professionnelle des jeunes, ont également été cités comme une source de résilience dans le cadre du travail sur le terrain. Le soutien des ONG et des OSC a joué un rôle important dans la création d'initiatives nutritionnelles, agricoles et éducatives positives à travers le pays.

Sécurité (quatrième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Gestion inadéquate des ressources naturelles contribuant aux conflits intercommunautaires• Débordement des conflits des pays voisins• Frontières poreuses• Forces de sécurité sous-équipées• Recours aux acteurs de la sécurité non étatiques• Criminalité
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Conflit entre groupes sur l'accès aux terres arables et aux autres ressources naturelles• Attaques terroristes; débordement des conflits des pays voisins• Conflit sur l'utilisation des terres; conflits entre éleveurs et agriculteurs

Vulnérabilités et risques

Le Burkina Faso n'a pas connu de longues périodes de conflit violent ces dernières décennies. Toutefois, des tensions communautaires, souvent sur des bases ethniques, liées à l'accès à la terre et à la gestion des ressources naturelles, y compris certains conflits entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs, ont été enregistrées. Les participants à la recherche sur le terrain ont également relevé plusieurs cas de conflits locaux liés au secteur de l'exploitation aurifère. Le régime foncier, la concurrence pour les ressources et les différends intracommunautaires en matière de chefferie ont été considérés comme les facteurs de conflit dans le pays, selon les personnes interrogées issues du ministère de l'Administration territoriale.

Dans le cadre des travaux de recherche sur le terrain, la criminalité a été identifiée comme une préoccupation majeure chez les populations locales à travers le pays, et la police ou la gendarmerie était généralement perçue comme inefficace pour assurer la sécurité (que ce soit du fait d'un manque d'équipement, d'un manque de formation, d'un manque de présence ou de la corruption). Cette situation a contribué à la prolifération des groupes d'autodéfense, connus sous le nom de *Koglwéogo*, ou à la conversion des chasseurs traditionnels (les *Dozo*) en prestataires de services de sécurité ou en

« Depuis l'antiquité, les Koglwéogo ont toujours été là pour protéger la forêt et faire respecter les règles et règlements traditionnels régissant les saisons de chasse et aussi pour défendre les pratiques culturelles.... Aujourd'hui, surtout ces dernières années, il y a une prolifération du groupe dans certaines localités où l'État est peu présent. Par conséquent, la population compte désormais sur les Koglwéogo pour assurer sa sécurité et sa protection. »

- Réunion avec le ministère de la Sécurité, Ouagadougou

groupes communautaires d'autodéfense. Les rôles de ces groupes et les attitudes à leur égard varient d'une région à l'autre. Dans certaines régions, les *Koglwéogo* sont considérés comme les seuls prestataires de services de sécurité, tandis que dans d'autres, ils travaillent en étroite collaboration avec la police locale. De nombreux participants ont salué le niveau éléments de sécurité assurée par les *Koglwéogo*, mais d'autres se sont dit préoccupés par le manque de formation et de surveillance de ces groupes, qui ont été accusés d'avoir recours à des techniques draconiennes.

Lors des discussions avec des responsables du ministère de la Sécurité, les *Koglwéogo* ont été cités comme un groupe influent dans le maintien de la sécurité communautaire, dans les zones où les ressources de sécurité publique sont limitées. Bien qu'il ait été noté que le recours aux *Koglwéogo* était une pratique culturelle de longue date, l'on s'est tout de même inquiété de leur tentative à vouloir se substituer aux agents de la sécurité publique. À titre d'exemple, une personne interrogée a laissé entendre que « leur justice est instantanée, ce qui donne lieu à des abus et à des violations des principes des droits de l'homme. Ils se substituent aux forces de sécurité. » Les responsables du ministère ont également relevé des incidents impliquant des cas d'enlèvement orchestrés par les *Koglwéogo* dans les zones rurales pour obtenir une rançon, et fait cas d'un autre rapport dans lequel six personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements entre les membres du groupe et la population locale dans la région du Centre-ouest. Compte tenu de cette dépendance à l'égard des groupes de sécurité non-étatiques et des antécédents de mutineries militaires et de tentatives de coups d'État dans le pays, il existe un besoin évident de réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Burkina Faso.

Lors d'un entretien avec des agents du ministère de la Sécurité, l'insécurité dans la région du Sahel a été soulignée comme une préoccupation constante. Il a été spécifiquement noté que l'absence d'autorité étatique dans certaines contrées de la région et la porosité des frontières avec le Niger et le Mali sont à l'origine des activités criminelles et terroristes. Les responsables du ministère ont également relevé que les taux élevés de chômage des jeunes dans la région du Sahel ont facilité le recrutement des jeunes par les groupes terroristes. Depuis 2015, la région du Sahel a enregistré un certain nombre d'attaques contre des postes de police et des avant-postes militaires, ainsi que la fermeture forcée d'écoles. Plusieurs de

ces attentats ont été revendiqués par Ansarul Islam, un groupe extrémiste opérant dans la région du Sahel et entretenant des liens étroits avec Ansar Dine, au Mali. Le groupe al-Mourabitoun, affilié à AQMI, a enlevé un ressortissant roumain au Burkina Faso au début de l'année 2015, et des attaques sporadiques ainsi que des informations faisant état d'actes d'intimidation de la part de ce groupe ont également été récemment rapportées.⁴² En janvier 2016, l'attaque d'un hôtel-restaurant à Ouagadougou a été revendiquée par AQMI et al-Mourabitoun, ce qui met en relief la vulnérabilité croissante du pays à l'extrémisme et aux activités terroristes.⁴³ Le gouvernement Kaboré a déclaré sa détermination à combattre la menace terroriste, mais souffre d'un manque de ressources et d'équipements adéquats des forces de sécurité. En novembre 2016, le Président Kaboré a annoncé qu'il rappellerait les forces burkinabés des missions de l'ONU au Mali et au Soudan pour renforcer la sécurité intérieure du pays.⁴⁴

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Lors du travail sur le terrain, les participants ont identifié les acteurs de la sécurité non-étatiques (les *Koglwéogo* et les *Dozo*) comme des sources potentielles de résilience et de sécurité. Les initiatives de réforme du secteur de la sécurité, bien que limitées à ce jour, constituent également un facteur potentiel de résilience.

Au sein du gouvernement, la Direction de la prévention et de la gestion des conflits du ministère de l'Administration territoriale s'emploie à promouvoir des mécanismes alternatifs de résolution des conflits, qui peuvent être efficaces au sein des communautés pour renforcer la cohésion sociale et éviter une issue dans laquelle on a « un gagnant d'un côté et un perdant de l'autre ».

⁴² « Rapports nationaux sur le terrorisme 2015: Chapitre 2. Rapports par pays: Vue d'ensemble de l'Afrique », Département d'Etat des États-Unis

⁴³ « Attack at Hotel in Burkina Faso's Capital », Stack, L. and

Callimachi, R., The New York Times, janvier 2016.

⁴⁴ « Burkina Faso : Extrémisme & Contre-Extrémisme », Projet de lutte contre l'extrémisme

De plus, les participants des régions du Centre, des Cascades et du Sud-ouest ont identifié les bonnes relations entre les groupes religieux comme un facteur de résilience qui pourrait atténuer la montée de l'extrémisme. Les chefs religieux et traditionnels ont été perçus comme jouant un rôle

important de médiation dans les conflits aux niveaux local et national. Enfin, la tradition de la « *parenté à plaisanterie* »⁴⁵ a été identifiée comme une source importante de renforcement des relations et de prévention des conflits entre les groupes ethniques, en particulier dans les régions des Cascades, du Sud-ouest, de l'Est et du Nord.

⁴⁵ La parenté à plaisanterie est une relation qui existe entre des individus ou des groupes et qui peut impliquer des

taquineries et des moqueries bien intentionnées, ce qui peut refréner les conflits.

État de droit (pilier le moins vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Perceptions de la corruption et de l'impunité au sein du système judiciaire• Exclusion des femmes du système de justice
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Incidents de corruption dans le système judiciaire• Violations des droits humains• Les incidents de la justice populaire

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice de l'ERVP, le Burkina Faso est moins vulnérable dans le domaine de l'État de droit. Toutefois, la note du pays pour ce qui est de l'indépendance de l'appareil judiciaire est inférieure à la moyenne régionale. La plus haute juridiction du Burkina Faso est la Cour d'appel, ou Cour de cassation, et le choix des juges pour siéger à cette cour était par le passé contrôlé par le pouvoir exécutif.⁴⁶ Le Burkina Faso a souvent fait face à des allégations de corruption judiciaire ainsi que d'influence indue de la part de hauts responsables gouvernementaux et la bonne marche du système judiciaire est encore entravée par le manque de sensibilisation des citoyens à leurs droits individuels et collectifs.⁴⁷ La situation politique précaire actuelle pourrait être considérée comme une vulnérabilité en ce qui concerne l'indépendance du pouvoir judiciaire burkinabé.

Tout au long du travail sur le terrain, les personnes interrogées ont indiqué que le manque de confiance et la méfiance à l'égard du pouvoir judiciaire étaient une préoccupation généralisée à travers le pays, citant des perceptions de corruption, de partialité, d'impunité et d'inefficacité. Les participants ont relevé que les populations locales estiment généralement que seuls les riches ont accès à la justice. Par conséquent, les mécanismes de justice communautaires ou traditionnels sont largement préférés au système judiciaire officiel. Dans

plusieurs régions, les personnes interrogées ont cité, comme première option, le système de règlement des différends au sein de l'unité familiale. Ensuite, en cas d'échec, le différend est porté devant les chefs religieux ou traditionnels. Ce n'est qu'après épuisement des autres options que les litiges sont portés devant la justice officielle.

« D'après mon expérience, les conflits qui ont recours aux décisions de justice deviennent les plus violents. »

– Réunion avec le ministère de l'Administration territoriale, Ouagadougou

Après les périodes de crise politique et de trouble qui ont marqué l'histoire récente du Burkina Faso, la nécessité d'un processus de vérité et de réconciliation perçu comme efficace, transparent et crédible est essentielle à la paix et à la stabilité dans le pays. Comme l'a souligné un responsable du FOSCAO interrogé pendant le travail sur le terrain : « Nous devons nous protéger contre la justice des vainqueurs, pour ne pas retomber dans le passé ». Certes, le nouveau HCRUN est conçu pour enquêter sur les cas de violations des droits de l'homme ainsi que ceux liés aux griefs sociaux et les régler, mais le manque d'avancées depuis la nomination des 21 membres de la commission en 2016 reste préoccupant. En mai 2017, il a été rapporté que 16 des membres du HCRUN ont signé

⁴⁶ « The World Factbook: Burkina Faso », Agence centrale du renseignement (CIA)

⁴⁷ « Liberté dans le monde 2016 : Burkina Faso », Freedom House

une pétition exprimant leurs préoccupations concernant le dysfonctionnement de l'organisation et l'absence de résultats concrets qui pourraient conduire à la réconciliation.⁴⁸

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Tout au long du travail sur le terrain, les personnes interrogées ont identifié les chefs traditionnels et religieux comme un facteur de résilience dans le cadre du pilier sur l'État de droit. Les méthodes traditionnelles de résolution des conflits et les formes locales de justice ont été citées à maintes reprises comme étant la méthode judiciaire privilégiée.

Au niveau gouvernemental, la Direction de la prévention et de la gestion des conflits du ministère de l'Administration territoriale et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) s'emploient à promouvoir la résolution alternative des conflits, la paix, la tolérance et l'éducation civique. Plus particulièrement, la Direction de la prévention et de la gestion des conflits promeut des mécanismes alternatifs de résolution des conflits visant à réduire au minimum l'exacerbation violente des griefs autour de questions telles que la propriété foncière.

⁴⁸ "HCRUN : Victime d'une tare congénitale ou d'une inconséquence de son président ?", Le Faso, mai 2017.

Facteurs externes

Le Burkina Faso a été touché par l'insécurité qui règne dans les pays voisins, en particulier la crise en cours au Mali. En raison de la porosité de la frontière nord du Burkina Faso, les militants et les extrémistes armés, ainsi que les armes et les marchandises illicites, peuvent se déplacer entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger avec une relative facilité. Une augmentation des attaques extrémistes le long de la frontière entre le Burkina Faso et le Mali a été enregistrée depuis 2015 et les réfugiés maliens sont entrés au Burkina Faso pour échapper à l'insécurité prévalant dans leur propre pays. Le Burkina Faso participe également à des opérations antiterroristes régionales et internationales, notamment l'Opération Barkhane, dirigée par la France, et le Partenariat transsaharien contre le terrorisme, soutenu par les États-Unis. Les pays du G5 Sahel comprenant le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger ont également convenu de mettre en place une force antiterroriste commune pour enrayer la menace terroriste dans la région du Sahel.

Dans le domaine de l'économie, le Burkina Faso subit les effets de l'évolution des cours mondiaux des produits de base et des activités des

institutions financières internationales (IFI), telles que les bailleurs de fonds et le Fonds monétaire international (FMI). La Facilité élargie de crédit du FMI soutient un programme économique en cours au Burkina Faso qui vise à stimuler l'activité économique et la croissance.⁴⁹

Enfin, le Burkina Faso est confronté aux pressions liées au changement climatique et à la dégradation de l'environnement résultant des activités humaines telles que le surpâturage et la déforestation, qui entraînent des phénomènes environnementaux tels que les cycles de sécheresse et d'inondations. Ces pressions ont contribué aux vulnérabilités économiques du Burkina Faso, notamment dans le domaine de l'accès à la nourriture. Au début de l'année 2016, une sécheresse prolongée a provoqué des pénuries d'eau et des coupures d'électricité qui ont touché des millions d'individus⁵⁰, tandis qu'en juillet et août 2016 de graves inondations touchaient plus de 10 000 personnes.⁵¹ L'insécurité climatique et les dommages causés aux terres arables par les impacts des activités anthropiques risquent de favoriser la migration régionale, d'exacerber la concurrence pour l'accès aux ressources foncières, de mettre en péril la sécurité et d'entraver les perspectives de développement.⁵²

⁴⁹ « Le Conseil d'administration du FMI achève le sixième examen dans le cadre de l'Arrangement relatif à la FEC, approuve un décaissement de 6 millions de dollars et conclut les consultations de 2016 au titre de l'article IV avec le Burkina Faso », Fonds monétaire international (FMI), décembre 2016.

⁵⁰ « La sécheresse au Burkina Faso provoque des pénuries d'eau et d'électricité », Al Jazeera, mai 2016.

⁵¹ « Afrique de l'Ouest - Inondations mortelles au Mali et au Burkina Faso », FloodList, août 2016.

⁵² « Part des revenus détenus par les 20% les plus bas », Banque mondiale

Considérations liées au genre

Dans l'ensemble du pays et au niveau des cinq piliers de la sécurité humaine, les femmes sont généralement sous-représentées et sont confrontées à d'importants risques et vulnérabilités dans leur vie quotidienne. Au plan politique, toutefois, elles ont joué un rôle important dans la période qui a précédé le changement de régime en 2014, en descendant massivement dans les rues pour s'opposer au gouvernement du président Blaise Compaoré, en brandissant des cuillères en bois (pour signifier qu'elles quittaient leur sphère traditionnelle qu'est la cuisine) et en chantant des chants de protestation.⁵³ Toutefois, bien qu'elles aient participé en grand nombre aux remous politiques qui ont conduit au renversement de Compaoré, l'accès effectif des femmes au pouvoir politique, social et économique dans l'ensemble du pays reste relativement faible.

Aux niveaux national et infranational, la participation des femmes à la vie politique est faible, en dépit des quotas réservés aux femmes pour les élections législatives et municipales, lesquels quotas exigent des partis politiques qu'ils veillent à ce que les personnes de chaque sexe représentent au moins 30 % des listes de candidats. En 2012, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a constaté que ces quotas n'avaient pas eu d'effet significatif sur la participation des femmes à la vie politique.⁵⁴ Et, au cours des entretiens sur le terrain, les participantes ont confirmé le faible taux de participation des femmes à la prise de décisions politiques. Certaines des personnes interrogées ont déclaré que les votes ou les candidatures des femmes sont « achetés » ou manipulés par les politiciens ou les dirigeants locaux. Plus précisément, dans les groupes de discussion (GD)

et au cours des entretiens avec les informateurs clés (EIC) organisés à travers le pays, les participants ont indiqué que les femmes démunies sont souvent soudoyées avec des articles ménagers tels que du savon ou des produits alimentaires en échange de leur contribution pour soutenir un parti ou un candidat particulier, mais qu'on leur donne rarement une tribune pour exprimer leurs propres besoins. Des coutumes sociales et religieuses fortes dans certaines régions, notamment dans les régions des Cascades, du Sud-ouest et du Sahel, stigmatisent également les femmes pour leur participation à la vie politique et estiment qu'elles devraient se soumettre à la volonté du « chef de ménage de sexe masculin ». Par exemple, dans une commune de la région du Sahel, il a été relevé que sur 172 conseillers gouvernementaux, seuls six étaient des femmes, taux bien en deçà du quota réservé aux femmes. En outre, dans l'ensemble du pays, les femmes ont indiqué qu'on « ne les prend pas au sérieux » et qu'on les dissuade fortement de s'intéresser aux questions qui ne sont pas de leur compétence, quand on ne les tourne pas carrément en dérision ou ne les ostracise pas pour s'y être intéressées.

Dans l'ensemble du Burkina Faso, les femmes et les filles continuent également d'être exposées à un risque élevé de violence sexospécifique, y compris le viol, le harcèlement sexuel et les maladies sexuellement transmissibles telles que le VIH/sida. Cette situation est particulièrement courante dans les zones environnant les sites miniers. Les femmes sont également vulnérables aux abus sexuels et physiques pendant les conflits pastoraux et sont souvent les premières à se retrouver sans abri lorsque leurs maris ou d'autres chefs de ménage sont tués ou chassés lors de conflits fonciers. Dans certaines régions du pays, étant donné que l'on empêche les femmes de posséder ou de gérer des terres et que ces

⁵³ « Comment les femmes burkinabés ont préparé une 'soupe révolutionnaire' et d'autres manifestations inhabituelles en provenance de toute l'Afrique », Kiruga, M., Mail & Guardian, novembre 2014.

⁵⁴ « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Nations Unies, juin 2016.

dernières travaillent principalement dans le secteur informel, elles disposent de peu de filet de sécurité sociale, en particulier dans les communautés rurales. En outre, dans certaines régions, en particulier dans celle des Cascades, la violence sexospécifique revêt souvent la forme d'enlèvements, d'agressions et de meurtres de femmes, en particulier de femmes enceintes, à des fins rituelles. Les enfants sont également considérés comme vulnérables au risque d'enlèvement, de mutilation ou d'homicide au cours des cérémonies rituelles.

Les femmes et les filles sont très vulnérables dans les régions où les risques sécuritaires sont élevés, comme dans les régions du Nord et du Sahel, où il y a à la fois des attaques transfrontalières de groupes insurgés et terroristes et des opérations militaires en cours. Dans la région du Nord, certaines des personnes interrogées ont fait état de la menace d'enlèvements et de rapt dans la zone, tandis que dans les deux régions, les participants ont relevé une prévalence accrue de viols et d'abus sexuels dans un contexte d'insécurité généralisée.

Le mariage précoce est également une source de vulnérabilité en matière de sécurité humaine au Burkina Faso, avec une moyenne de 52 % de femmes âgées de 20 à 24 ans mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans.⁵⁵ Le gouvernement a pris des mesures pour améliorer l'éducation des femmes, avec un ratio filles/garçons scolarisés dans l'enseignement secondaire de 0,62 en 2014, contre 0,51 en 2004. En outre, la majorité des femmes dans le pays sont déclarées comme étant employées, avec un taux de chômage de 2,3 % par rapport à la population active féminine totale. Toutefois, de nombreuses femmes continuent de travailler dans les secteurs informels. Au cours des entretiens sur le terrain, les femmes de la région du Centre ont relevé l'importance des programmes de microcrédit et de microfinancement pour aider les femmes à se tourner davantage vers les

secteurs formels de l'emploi ou pour renforcer davantage la résilience en période de faiblesse des cours des produits de base ou de chocs liés au marché. Elles ont également relevé que les organisations féminines tendent à apporter un soutien actif aux femmes en matière de planification familiale et d'accès aux soins médicaux, bien que ceux-ci soient largement concentrés dans les zones urbaines de la région du Centre. Le manque d'accès à des soins médicaux adéquats, en particulier les soins maternels et infantiles, expose les femmes à des risques élevés, en particulier dans les zones rurales. Dans la plupart des régions du pays, le débat sur la planification familiale ou la contraception est considéré comme tabou et les informations sur le sujet ne sont pas largement disponibles non plus.

Enfin, en ce qui concerne les risques et les vulnérabilités, les femmes ont indiqué dans l'ensemble qu'elles ne faisaient confiance ni à la police ni au système judiciaire, qu'elles considéraient non seulement comme étant injustement partiales à l'égard des membres les plus riches de la société, mais également contrôlés par les hommes. Les perceptions populaires générales de la corruption dans les secteurs de la sécurité et de la justice se traduisent par une forte dépendance, en particulier dans les zones rurales, à l'égard des processus décisionnels traditionnels ou locaux/informels et des groupes d'autodéfense. Encore une fois, dans la mesure où les femmes ne sont pas traditionnellement autorisées à occuper des postes de leadership au sein des structures villageoises ou communautaires, elles sont généralement exclues de toute participation aux processus décisionnels au niveau local. Cette exclusion est particulièrement perceptible dans les affaires de ressources et de régime fonciers, même lorsque la portion de terre en question aurait été héritée ou acquise par mariage. Leur point de vue sur les questions de sécurité, en particulier en ce qui concerne les femmes et les filles exposées à la vulnérabilité dans des régions

⁵⁵ « Mariage des enfants », Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

comme celles du Nord ou du Sahel, est rarement sollicité, même s'il a été déclaré que les femmes auraient accès à davantage d'informations au niveau communautaire que les hommes.

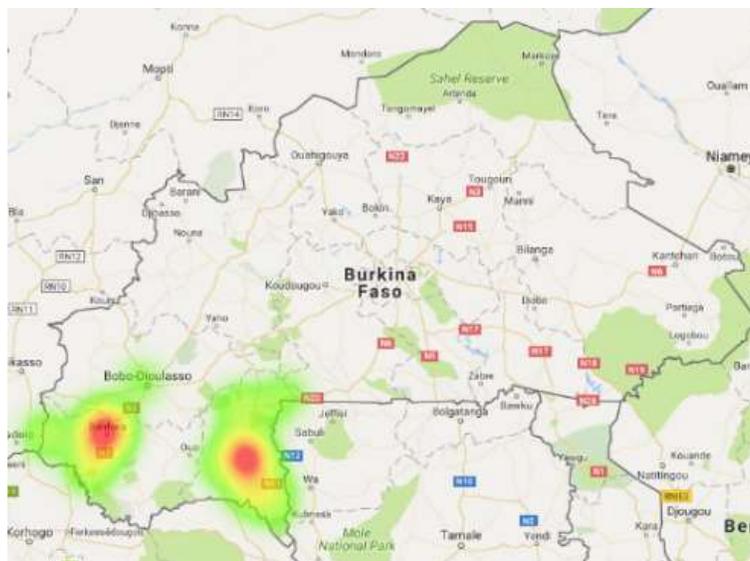
Nonobstant les nombreux risques et vulnérabilités sexospécifiques inhérents au Burkina Faso, dans les zones où les femmes ont pu s'organiser et ont eu accès à la formation ou au microcrédit, elles sont généralement devenues un facteur clé de résilience dans la société. Les femmes et les filles qui ont eu accès à des formations assurées par des ONG nationales et internationales sur la santé, les finances et la planification familiale ont indiqué qu'elles avaient tendance à transmettre les informations reçues à d'autres femmes et filles au sein de la société. Comme indiqué plus haut, les femmes ont également joué un rôle clé en matière de protestation et de mobilisation pendant les remous politiques de 2014, où leur apparition « à l'extérieur du foyer » a été un signe de l'unité de

l'ensemble de la population pour exiger le changement. Dans les régions de la Capitale et du Centre, où les femmes se sont vu confier un rôle dans la sphère politique, elles sont généralement à même de se mobiliser et de tenter d'articuler les besoins des femmes et des filles d'un bout à l'autre du pays. Toutefois, comme dans d'autres sociétés essentiellement rurales et agraires, les stéréotypes sexistes traditionnels sont profondément ancrés. Une réflexion ainsi que des activités de sensibilisation novatrices sont nécessaires pour aider les femmes et les filles à maximiser leur potentiel. Aux plans législatif et éducatif, le gouvernement a réalisé des avancées positives et proactives dans ce sens. En encourageant les partenariats avec la société civile, les groupes religieux et les groupes de femmes à travers le pays, ces initiatives auront de plus grandes chances d'atteindre un plus grand nombre de femmes et de filles du Burkina Faso.

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par district

Régions des Cascades et du Sud-ouest

Situées dans le sud du pays, la région des Cascades compte une population de 739 497 habitants⁵⁶ et celle du Sud-ouest 795 549 habitants.⁵⁷ L'agriculture, l'orpaillage artisanal et l'élevage constituent les principales activités économiques de ces régions. La région du Sud-ouest abrite le groupe ethnique Lobi, ainsi que les groupes ethniques Peul et Mossi.



Vulnérabilités structurelles

- L'offre limitée de services publics, en particulier d'éducation et de santé
- L'afflux de population, créant un fossé entre « immigrants » et « autochtones ».

Risques induits par les événements

- Les conflits communautaires, principalement liés à la concurrence pour l'accès à la terre/aux ressources
- La violence sexospécifique et les cas courants de grossesses et de mariages de mineures
- La criminalité et le commerce illicite, notamment la forte consommation de drogues

⁵⁶ « Burkina Faso : Portail de données: Cascades », Données ouvertes pour l'Afrique

⁵⁷ « Burkina Faso : Portail de données: Sud-Ouest », Données ouvertes pour l'Afrique

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les associations (RAJS, AVO-SIDA)
- Le ministère des Droits humains, de la Santé et de la Jeunesse
- Les chefs religieux (musulmans et catholiques, y compris les religieuses) qui promeuvent des messages de paix et offrent leurs services de médiation pour résoudre les conflits
- Les liens communautaires locaux, comme la « parenté à plaisanterie » qui favorise la cohésion sociale (« le vivre-ensemble ») entre les communautés
- Les leaders d'opinion en tant que défenseurs influents œuvrant à la résolution des problèmes sociaux

Population et démographie

Les afflux de population en provenance des régions du nord et du centre du pays ont été relevés comme constituant un problème pour les communautés de la région des Cascades et du Sud-ouest, car ils ont accru la concurrence pour l'accès aux ressources foncières. Certaines personnes interrogées ont, en effet, indiqué que la pratique de l'exploitation aurifère artisanale dans la région avait attiré de nouveaux résidents, émigrant d'autres régions. Les bergers et les agriculteurs en quête de nouvelles terres arables du fait des pressions climatiques ont également contribué à la tension dans le domaine du foncier dans la région des Cascades. Cet état de fait a créé des clivages ethniques perçus dans de nombreuses régions entre les propriétaires fonciers « autochtones » et les « immigrés ».

« Mon père m'a donné un champ dans le village... un autochtone est venu l'envahir avec son troupeau. Quand mon ouvrier a voulu intervenir, il a été menacé d'un couteau... Comme il saignait, il est allé voir le chef de son canton qui m'a infligé une amende de... 100 000 FCFA que j'ai dû payer. J'ai compris que cela m'était arrivé parce que j'étais une femme et immigrante. »

- Femme interrogée, Région des Cascades

La région du Sud-ouest abrite principalement l'ethnie Lobi, qui représente environ 2,5 % de la population totale du Burkina Faso.⁵⁸ Chez les personnes interrogées lors des groupes de discussion (GD) dans le Sud-ouest, il y avait une perception d'exclusion et de stigmatisation en raison de leur appartenance ethnique, particulièrement en tant que région dans la sphère politique au sens large. Les personnes interrogées ont évoqué un manque d'intégration sociale et une méfiance entre les groupes ethniques, en particulier entre le groupe ethnique lobi et les groupes ethniques Peul et Mossi. Ces tensions sont liées aux conflits entre agriculteurs et éleveurs et aux problèmes de régime foncier. Il se dégage une perception selon laquelle ces problèmes sont mal gérés par les autorités locales. Traditionnellement, dans la société Lobi, les terres ne peuvent pas être vendues, mais seulement louées. Les personnes interrogées ont indiqué que les communautés Lobi ont été chassées de leurs terres traditionnelles et que les us et coutumes entourant les terres ont été ignorés par les personnes qui les louent.

Au cours des groupes de discussion avec les femmes de la région des Cascades, certaines personnes interrogées ont mentionné la forte population de jeunes dans la région. Elles ont laissé entendre que cela avait perpétué les problèmes tels que l'augmentation de la consommation de drogues, les avortements

⁵⁸ « The World Factbook: Burkina Faso », Agence centrale du renseignement (CIA)

illégaux, les grossesses chez les filles en âge d'aller à l'école et le mariage des mineures.

Politique et gouvernance

L'offre limitée de services publics, y compris l'accès limité à l'éducation, a contribué à la persistance de la pauvreté et de l'analphabétisme dans les régions des Cascades et du Sud-ouest. L'accès aux soins de santé a également été signalé comme une vulnérabilité et, à cet effet, une personne interrogée a relevé qu'il n'existait qu'un seul cardiologue pour l'ensemble de la région de Cascades, malgré une prévalence accrue des maladies cardiovasculaires.

Pour plusieurs participants des régions du Sud-ouest et des Cascades, la politique n'est pas perçue comme représentative ou inclusive. Pour la région des Cascades, certains participants ont fait état de réseaux de favoritisme politique, se traduisant, par exemple, par la distribution de parcelles de terre sur la base d'intérêts politiques et de promotions politiques selon des critères ethniques. Lors des groupes de discussion, les femmes ont également laissé entendre que la représentation des femmes au sein du gouvernement et en politique était limitée en raison des perceptions bien ancrées selon lesquelles leurs compétences étaient moins précieuses ou moins pointues que celles des hommes.

Toutefois, les leaders d'opinion locaux ont été identifiés comme jouant un rôle positif pour alerter les autorités politiques et le public sur les manières de résoudre les problèmes sociaux. Les personnes

« La gouvernance n'est pas inclusive. Au lieu que tout parte de la base, les choses se passent comme si on veut faire porter un vêtement prêt-à-porter à la population. »

- Personne interrogée de sexe masculin, Région des Cascades

interrogées ont également cité les jeunes comme facteur de résilience, déclarant que les groupes de jeunes travaillent à la cohésion sociale et à la sensibilisation politique.

Économie et ressources

Une perception largement répandue chez les participants aux EIC et aux GD était qu'il y avait un ralentissement de l'activité économique dans les régions des Cascades et du Sud-ouest. Certaines personnes interrogées ont fait remarquer que les turbulences politiques de 2014 ont eu un impact négatif sur l'afflux des ressources économiques en direction de la région.

Pour la région du Sud-ouest, l'exploitation minière illégale a été considérée comme une source importante de revenus - et a incité les jeunes à abandonner l'école pour poursuivre des activités d'orpaillage artisanale. Les personnes interrogées lors des GD ont indiqué que le secteur aurifère attirait des personnes qui venaient de l'extérieur de la région et que cette demande avait fait grimper le coût de la vie. Les pratiques d'exploitation minière artisanale illégale ont également eu des impacts négatifs sur l'environnement local, se traduisant par la déforestation et la contamination par le cyanure et le mercure, que les mineurs utilisent pour purifier l'or.

Les jeunes interrogées dans la région des Cascades ont souligné l'importance des Centres d'éducation de base non formels (CEBNF) qui offrent une formation aux jeunes dans des métiers tels que la menuiserie, la couture et la coiffure. Ils se sont dit préoccupés par la fermeture de certains de ces centres par le gouvernement.

Sécurité

Les conflits entre les groupes ethniques au sujet du régime foncier et de l'accès aux ressources constituent un facteur de risque majeur pour les régions des Cascades et du Sud-ouest. Ces conflits

ont été motivés par la concurrence pour l'accès aux ressources foncières entre les propriétaires terriens des groupes ethniques « autochtones » et les éleveurs et agriculteurs « immigrés » qui sont à la recherche de terres agricoles. Des conflits, souvent ethniques, ont également été signalés dans le secteur de l'exploitation minière artisanale. L'un des exemples cités au cours des groupes de discussion avait trait aux orpailleurs issus des groupes ethniques Haussa et Karaboro, qui aurait fait au moins un mort. Cet événement a été suivi d'une attaque armée en représailles contre la communauté adverse, faisant trois morts.

La religion a été citée comme facteur de résilience sociale, avec une personne de la région du Sud-ouest interrogée estimant que « toutes les religions vivent en harmonie ». Au fur et à mesure qu'éclatent des conflits au sujet d'autres questions telles que les ressources foncières et l'appartenance ethnique, les chefs religieux, notamment les musulmans et les catholiques, jouent souvent un rôle clé dans la médiation entre les groupes et promeuvent des messages de paix dans leurs sermons. Certains jeunes participants dans la région des Cascades ont toutefois relevé des inquiétudes concernant la radicalisation possible d'individus au sein de certaines factions de l'Islam, tandis que d'autres ont exprimé leur crainte d'attaques terroristes.

Plusieurs participants ont également relevé le rôle positif de la parenté à plaisanterie, une pratique sociale qui a cours entre les communautés et les individus pour promouvoir la paix et la solidarité

La violence basée sur le genre (VBG) et la violence à l'égard des enfants ont été soulignées comme un problème dans la région des Cascades. Au nombre des incidents signalés, figuraient des viols de femmes et d'enfants, des agressions physiques et des assassinats de femmes enceintes à des fins rituelles.

État de droit

La méfiance à l'égard des institutions judiciaires a été prédominante lors des discussions dans le cadre des EIC et GD dans les régions des Cascades et du Sud-ouest. Elle est en grande partie due à la corruption, au manque d'impartialité des magistrats et à la prévalence générale de la criminalité. Les personnes interrogées ont mentionné la perception selon laquelle la justice n'est disponible que pour les riches. Les citoyens préfèrent généralement résoudre les problèmes entre eux plutôt que d'avoir recours au système judiciaire.

« Après la mort de mon mari, j'ai été chassée de la maison de mon père par mon propre frère, parce qu'il estimait que je devais [être] sous le toit d'un autre mari. C'est mon expérience personnelle, mais je suis sûre que beaucoup d'autres femmes vivent la même situation. »

- Femme interrogée dans la région des Cascades

Les droits fonciers se sont également révélés être un enjeu majeur pour les acteurs locaux, les titres fonciers traditionnels suscitant une controverse entre les « autochtones » et les « étrangers » des régions.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Au cours des EIC et des GD, plusieurs facteurs de résilience sociale et institutionnelle ont été identifiés par les participants des régions des Cascades et du Sud-ouest. Une personne interrogée a cité les jeunes comme facteur de résilience, déclarant que des groupes de jeunes travaillent à la cohésion sociale, à la paix et à la démocratie. Cette personne interrogée a également souligné que les organisations de femmes deviennent de plus en plus importantes dans les domaines de la politique et de la paix. La

collaboration fructueuse entre musulmans et chrétiens a également été citée.

Les organisations de la société civile ont été citées comme étant des facteurs de résilience dans les domaines de la politique et de l'État de droit. Les chefs coutumiers et religieux locaux ont été cités à plusieurs reprises comme arbitres efficaces des conflits, notamment en ce qui concerne les litiges fonciers dans les régions des Cascades et du Sud-ouest.

Plusieurs personnes interrogées ont mentionné les *Dozo*, un groupe de chasseurs traditionnels, comme un groupe respecté qui assure la sécurité dans la région des Cascades.

Recommandations

Population et démographie

La société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds devraient soutenir les initiatives de formation professionnelle et de création d'emplois pour garantir l'implication des jeunes, en particulier dans les zones rurales. Les chefs traditionnels, les collectivités locales et les organisations de la société civile devraient faciliter un dialogue et des interactions soutenus par-delà les clivages ethniques et politiques.

Politique et gouvernance

Le gouvernement burkinabé devrait étendre les services sociaux, en particulier aux régions rurales, et instaurer la confiance avec les communautés locales. Les organisations régionales et le gouvernement burkinabé devraient soutenir les initiatives visant à promouvoir la bonne gouvernance et la transparence aux niveaux local et national. Les ONG, les ONG internationales, les partis politiques et la communauté des donateurs devraient travailler en collaboration avec les organisations locales de la société civile à créer des programmes qui éduquent, forment et soutiennent les femmes dans le domaine de la politique et améliorent la conscience civique. Les

collectivités locales et le gouvernement national devraient organiser des campagnes de sensibilisation axées sur l'éducation civique des jeunes.

Économie et ressources

Les collectivités locales et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières devraient fournir des voies accessibles pour l'obtention de permis officiels d'exploitation minière à petite échelle – qui comprennent une formation sur les pratiques en matière de santé, de sécurité et d'environnement – et les combiner à une réglementation et une surveillance plus rigoureuses du secteur de l'exploitation minière à petite échelle. Cela devrait inclure une meilleure éducation sur les voies d'accès aux petites exploitations minières informelles et formelles, ainsi que sur les pratiques de conservation de l'environnement, afin de réduire la pollution et la contamination. Le gouvernement burkinabé (notamment le ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelle), les organisations de la société civile et les bailleurs de fonds internationaux devraient financer et fournir des investissements, des prêts sous forme de microcrédits et des formations destinés à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'emplois dans le secteur privé. Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation ainsi que les collectivités locales devraient investir dans des programmes de formation professionnelle et d'appui à l'éducation, en particulier pour les jeunes.

Sécurité

Les responsables locaux, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) devraient collaborer pour atténuer les tensions liées à l'allocation des terres et des ressources. Le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale

et de la Famille ainsi que les organisations de la société civile devraient œuvrer de concert avec les partenaires régionaux et internationaux à promouvoir des activités de sensibilisation sur la violence familiale et sexuelle et sur la prévention des meurtres à des fins rituelles. Le ministère de la Justice et le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille devraient appliquer les protections juridiques existantes contre la violence familiale et sexuelle. Le gouvernement burkinabé devrait mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris, mais sans s'y limiter, la formation et la supervision des

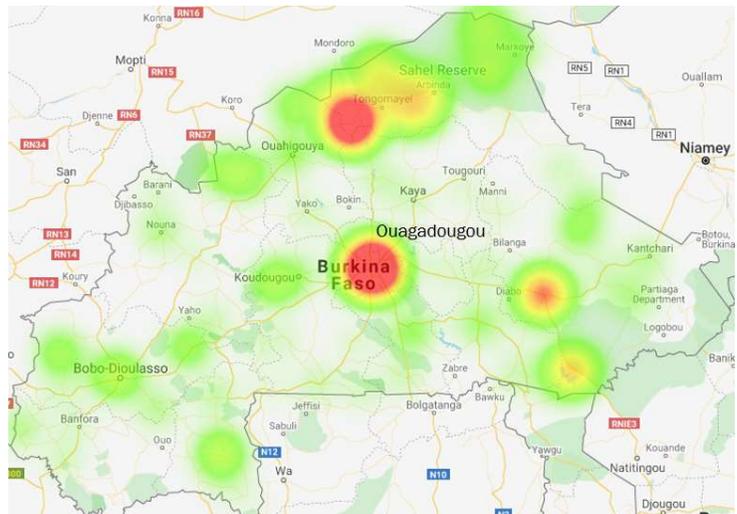
groupes d'autodéfense communautaires, tels que les *Dozo*.

État de droit

Les gouvernements régionaux devraient collaborer avec le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts visant à réformer le système judiciaire, notamment les initiatives en matière de transparence, et à étendre l'accès aux services judiciaires, en particulier dans les zones rurales.

Région du Centre

La Région du Centre du Burkina Faso abrite Ouagadougou, la plus grande ville et capitale du pays⁵⁹. C'est la plus peuplée des 13 régions administratives du Burkina Faso, avec une population de 2 532 311 habitants, soit environ 14 % de la population totale du pays⁶⁰. Contrairement à d'autres parties du pays, l'économie de cette région repose principalement sur l'industrie et le commerce à Ouagadougou, plutôt que sur l'exploitation minière et l'agriculture.



Vulnérabilités structurelles

- Les changements démographiques : croissance démographique, urbanisation rapide et migration des zones rurales vers les zones urbaines
- Les services de santé, d'éducation et sociaux limités ou inadéquats
- L'insécurité alimentaire
- Les perceptions de clientélisme politique, notamment la manipulation des jeunes, la corruption et le manque de transparence au niveau du système politique. Cette situation contribue aux faibles niveaux d'éducation civique et de participation politique
- La sous-représentation des femmes dans le processus de prise de décisions politiques
- Le chômage, en particulier chez les jeunes
- Les flambées des prix des produits de base et l'augmentation du coût de la vie
- La dégradation des terres et la déforestation
- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs au sujet de la gestion de l'eau et de l'accès à la terre
- Les rapports de méfiance entre les forces de sécurité et les populations locales
- Le manque d'équipement et de formation des forces de sécurité
- Le manque de supervision/formation des groupes de *Koglwéogo*
- La corruption perçue au niveau du système judiciaire ; le manque de confiance dans le système judiciaire ; l'impunité

⁵⁹ « Les plus grandes villes du Burkina Faso », Atlas mondial

⁶⁰ « Burkina Faso : Portail de données: Centre », Données ouvertes pour l'Afrique

Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Les grèves et les protestations • Les conflits liés à la terre et aux ressources • Les attaques terroristes • La violence électorale • Les coups d'État • La criminalité • La violence sexuelle et familiale
Facteurs de résilience sociale/institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Les chefs traditionnels et coutumiers ; les chefs religieux • Les activités de développement menées par les organisations de la société civile, les bailleurs de fonds internationaux et les organismes gouvernementaux • Les groupes <i>Kogl/wéogo</i> • La coexistence entre groupes religieux ; le dialogue interreligieux • Les coopératives de crédit et les programmes de prêts de microcrédit

Population et démographie

La région du Centre a connu une urbanisation rapide ces dernières décennies, la population urbaine du pays ayant plus que doublé entre 2000 et 2015.⁶¹ La croissance de la population urbaine, et l'expansion de la ville de Ouagadougou elle-même qui en résulte, à son tour, exercé une pression sur les logements disponibles, les services sociaux, les infrastructures et les ressources naturelles. Au cours des entretiens, les participants ont également fait part de leurs préoccupations quant aux taux élevés de chômage chez les jeunes et au risque qui en résulte que ceux-ci soient recrutés par des groupes extrémistes ou manipulés par des politiciens.

« Ouagadougou s'est développée en largeur et non en hauteur. »

- Entretien avec un informateur clé, Région du Centre

Les tendances de l'urbanisation et de la migration des zones rurales vers les zones urbaines sont

également aggravées par le taux de croissance démographique globale du pays, qui est supérieur à la moyenne régionale.⁶² Un groupe de discussion avec des participantes locales a révélé un manque généralisé de compréhension de la planification familiale, de la contraception et de l'éducation sexuelle. Elles ont indiqué que les contraceptifs sont généralement rejetés par les chefs religieux et les hommes au sein de leurs communautés, à telle enseigne que les femmes à qui l'on prescrit des contraceptifs ne le disent pas à leurs maris, de peur d'être rejetées.

Malgré la diversité religieuse qui caractérise le Burkina Faso, la religion n'a pas été identifiée par les personnes interrogées comme une source de division dans la région du Centre. Elles ont plutôt indiqué que la coexistence interreligieuse et la pratique du dialogue interreligieux étaient des facteurs de résilience. Un participant à un EIC a décrit un cadre de dialogue interreligieux dans lequel les dirigeants de toutes confessions participent aux événements et aux fêtes des autres religions, entretenant ainsi les relations entre les communautés religieuses et les chefs religieux.

Politique et gouvernance

⁶¹ « Population urbaine », Banque mondiale

⁶² « Croissance démographique (% annuel) », Banque mondiale

La région du Centre a été le théâtre de protestations et de grèves politiques ces dernières années, notamment les protestations populaires massives qui ont abouti à la destitution du Président Compaoré en 2014, ainsi que les manifestations contre la tentative de coup d'État militaire en 2015. Les protestations ont joué un rôle important dans l'histoire politique burkinabé, et l'engagement politique ainsi que le dynamisme de la population peuvent être considérés à la fois comme un atout et comme une vulnérabilité potentielle.⁶³ Alors que certaines personnes interrogées sur le terrain ont relevé des améliorations en matière de gouvernance depuis l'avènement du gouvernement Kaboré en 2015, d'autres, par contre, ont souligné les frustrations et l'impatience populaires généralisées face à la lenteur des réformes et aux promesses politiques non tenues. L'appareil bureaucratique étatique surchargé ou inefficace ralentit le traitement des dossiers et réduit la confiance dans le gouvernement. Certaines personnes interrogées ont tiré la sonnette d'alarme quant au fait que la désillusion à l'égard du processus politique pourrait donner lieu à un refus de participer aux prochaines élections, en particulier chez les jeunes.

Les personnes interrogées ont également souligné les perceptions de clientélisme politique, de partialité et de corruption au sein du gouvernement. Il a été rapporté que certaines femmes, certains jeunes et certaines organisations de la société civile sont manipulés ou soudoyés par des politiciens pour gagner des voix.

Les élections ont été citées comme un facteur de risque potentiel. À cet effet, une personne interrogée a signalé qu'il y avait des batailles entre les partis politiques pendant les périodes électorales et a fait état d'incidents de violence électorale qui se sont produits dans le 7^e

⁶³ « L'héritage de la révolution et de la résistance au Burkina Faso », Hagberg, S., SIPRI, février 2016.

arrondissement de Ouagadougou pendant les élections municipales de 2016.

Plusieurs personnes interrogées ont souligné le rôle de médiateur joué par les chefs religieux et traditionnels (l'exemple du Mogho Naba, le monarque du groupe ethnique Mossi, qui a assuré la médiation pour le retour au pouvoir civil en 2014, a été cité à plusieurs reprises) et les organisations de la société civile. Toutefois, il a été indiqué que toute politisation perçue de ces personnalités ou organisations sape gravement leur autorité et leur efficacité.

Économie et ressources

L'une des principales préoccupations exprimées par les personnes interrogées tenait à la hausse du coût de la vie, en particulier celle des prix des produits de base comme le riz, le sucre, l'huile et le savon. Par le passé, les augmentations des prix des denrées alimentaires et du coût de la vie ont été un facteur de mobilisation et ont suscité de violentes protestations à Ouagadougou et dans d'autres villes du Burkina Faso – la dernière en date s'est produite en 2008, lorsque les prix des produits de base tels que la viande et l'huile de table ont augmenté de 30 à 50 %.⁶⁴

« [Les politiciens] disent n'importe quoi. Ils s'accusent mutuellement. Ils essaient de s'enrichir. »

- Groupe de discussion, Région du Centre

Les personnes interrogées dans la région ont également fait état de pressions résultant de l'accroissement de la population urbaine de Ouagadougou, se traduisant notamment par la surpopulation des écoles, la surcharge des systèmes de santé, la difficulté à obtenir de l'eau

⁶⁴ « Le mouvement social lutte contre le coût élevé de la vie au Burkina Faso », Engels, B., Revue canadienne d'études du développement, février 2015.

potable, les pénuries d'énergie, l'essor des bidonvilles à la périphérie de la ville et l'augmentation du nombre d'enfants mendiants dans les rues, entre autres préoccupations. Ont également été identifiées la dégradation des terres et la déforestation croissantes résultant de l'expansion de la ville, qui ont contribué aux conflits entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs et ont entraîné des griefs chez les populations autochtones dont les terres ont été vendues par les autorités locales. Les résidents ont indiqué que le prix d'achat des terres a augmenté, ce qui les rend inaccessibles aux populations locales. Certains conflits liés aux ressources impliquant la communauté Foulani/Peuhl ont été signalés à la périphérie de la région, mais ces incidents n'ont pas été considérés comme une préoccupation majeure.

Il a été noté que les coopératives de crédit locales et les programmes de microcrédit ont été une source de résilience économique, notamment à travers la fourniture de financements aux femmes. Étant donné que l'on empêche souvent les femmes au Burkina Faso de posséder et de gérer des terres⁶⁵ et qu'elles travaillent principalement dans les secteurs informels de l'emploi, l'octroi de crédit et de financement est une étape clé dans la promotion du progrès économique des femmes.

Sécurité

La criminalité a été identifiée comme une préoccupation majeure pour les populations locales. En effet, les personnes interrogées ont relevé des cas de vols à main armée, de crimes organisés, d'enlèvements, de viols, de trafic d'organes et de drogues. La radicalisation des jeunes et la crainte du terrorisme ont également été évoquées comme sources de préoccupation, la région du Centre ayant été le théâtre de l'attentat terroriste de janvier 2016 à Ouagadougou revendiqué par Al-Qaïda au Maghreb islamique

(AQMI) et al-Mourabitoun. Les participants à un groupe de discussion ont souligné que le risque d'attentats terroristes a amené les citoyens à se méfier des rassemblements dans les lieux publics, comme les festivals, les cérémonies et les lieux de culte.

De plus, les grèves et les protestations dans la région du Centre ont toujours été une source de préoccupation sur le plan de la sécurité. Les manifestations à grande échelle qui ont eu lieu en 2014 et 2015 ont provoqué des affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants et gravement endommagé les bâtiments publics.

Les personnes interrogées au cours des travaux de recherche sur le terrain ont également fait part de sentiments mitigés quant au rôle de la police locale et des groupes *Koglwéogo*. Les groupes d'autodéfense *Koglwéogo* ont été identifiés comme ayant contribué positivement à la sécurité, notamment en prévenant les vols de bétail et les cambriolages. Toutefois, plusieurs personnes interrogées ont souligné la nécessité de former et de superviser ces groupes, accusés d'avoir recours à des techniques draconiennes ou violentes et d'agir en dehors des systèmes judiciaires et de sécurité officiels. Certaines personnes interrogées attribuent la prolifération des *Koglwéogo* au décret ministériel du 5 octobre 2016 visant à intégrer ces derniers dans les services de « police de proximité » dans les zones rurales du Burkina Faso.

État de droit

Les personnes interrogées dans la région du Centre ont évoqué un manque général de confiance dans le système judiciaire, dû aux perceptions de corruption, d'impunité et de partialité au niveau dudit système. Les détentions prolongées et la lenteur du traitement des affaires judiciaires ont également été évoquées (comme l'a indiqué une personne interrogée, « les dossiers

⁶⁵ « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Nations Unies, juin 2016.

dorment dans des tiroirs »). Il a été fait état d'un sentiment selon lequel le système judiciaire fonctionne différemment selon la richesse et le statut de l'accusé. Par conséquent, les citoyens préfèrent régler les différends par le biais des mécanismes communautaires ou traditionnels plutôt que de s'adresser aux tribunaux. Certaines personnes ont soutenu que les femmes peuvent être désavantagées par les pratiques culturelles à l'œuvre dans ces mécanismes traditionnels de justice. Toutefois, plusieurs d'entre elles ont relevé des améliorations depuis le soulèvement de 2014, notamment en matière de séparation des pouvoirs puisque le président n'est plus habilité à nommer les magistrats.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les chefs traditionnels (tels que le monarque du peuple Mossi) et les chefs religieux (le Cardinal et le Grand Imam de Ouagadougou qui ont tous deux été cités) sont perçus comme une source essentielle de résilience communautaire, tant qu'ils restent neutres au plan politique.

Les organismes publics intervenant dans les domaines du développement des infrastructures et des services sociaux ont également été perçus comme des facteurs de résilience. Les personnes interrogées ont en particulier cité l'Office national de la sécurité routière (ONASER), le Service d'assainissement local, le Conseil national de la population, l'Office national de l'eau et de l'assainissement, l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), le Conseil supérieur de la communication (CSC), la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) et le ministère de la Sécurité.

Les organisations locales et internationales de la société civile ont été citées comme facteurs de résilience, en particulier l'Association burkinabè pour le bien-être familial (ABBEF) ; le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement à faible coût (CREPA) ; la Ligue des consommateurs

du Burkina Faso (LCB) ; la Coalition contre la vie chère ; le Mouvement burkinabè des droits de l'homme et des peuples (MBDHP) ; le Réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC) ; les ONG internationales, Save the Children et l'Institut national démocratique. Au nombre des programmes spécifiques gérés par ces groupes, l'on peut citer des activités de sensibilisation par le biais de sketches théâtraux et d'émissions radiophoniques.

Comme indiqué plus haut, les groupes d'autodéfense *Koglwéogo* ont été considérés à la fois comme un facteur de vulnérabilité et de résilience dans la région du Centre. Certes, leur contribution à l'amélioration de la sécurité locale a été reconnue par certaines personnes, mais des préoccupations subsistent quant à leurs techniques et à la nécessité d'une supervision.

Recommandations

Population et démographie

La société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds devraient soutenir la formation professionnelle et les initiatives de création d'emplois pour mobiliser les jeunes. Le gouvernement burkinabé (notamment, le ministère de la Santé) devrait améliorer et étendre les services sociaux et faire en sorte que la population ait accès à des soins de santé abordables, y compris des services de santé familiale et des médicaments. Les chefs religieux et les organisations de la société civile devraient continuer à soutenir les cadres existants de dialogue interreligieux et de collaboration avec les jeunes.

Politiques et gouvernance

Les organisations régionales et le gouvernement burkinabé devraient soutenir les initiatives de bonne gouvernance et de transparence aux niveaux local et national. En collaboration avec le gouvernement burkinabé, les ONG, les ONG internationales et la communauté des donateurs

devraient entreprendre des activités d'éducation civique, ciblant en particulier les jeunes et les femmes.

Économie et ressources

Le gouvernement burkinabé (notamment les ministères de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelle, du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, de l'Économie, des Finances et du Développement), les organisations de la société civile et les bailleurs de fonds internationaux devraient financer et fournir des investissements ainsi que des microcrédits et assurer des formations pour promouvoir l'entrepreneuriat de même que la création d'emplois pour les femmes et les jeunes. Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation et les collectivités locales devraient investir dans les programmes de formation professionnelle et de soutien à l'éducation, en particulier pour les jeunes. Les responsables locaux, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (la Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) devraient œuvrer ensemble à l'atténuation des tensions liées à l'allocation des terres et des ressources.

Sécurité

Le gouvernement burkinabé devrait travailler en partenariat avec les organisations de la société civile et les partenaires régionaux ou

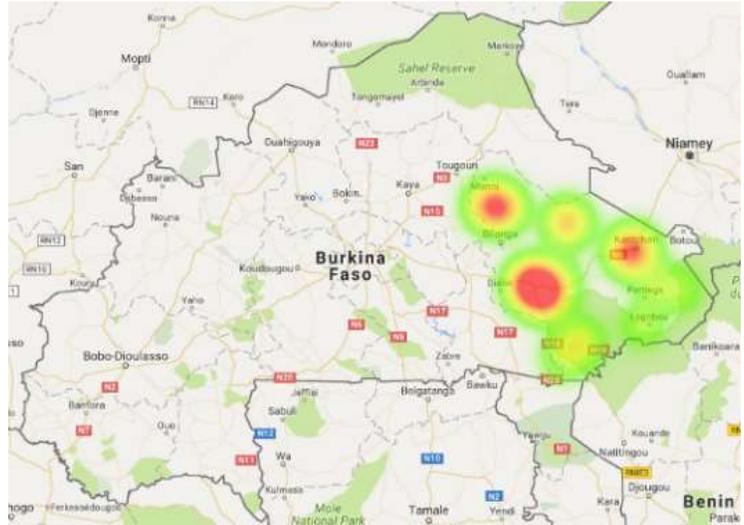
internationaux à former les forces de sécurité aux meilleures pratiques de prévention de la violence liée aux élections et au respect des droits de l'homme dans le cadre des grèves et des manifestations. Le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille ainsi les organisations de la société civile devraient collaborer avec les partenaires régionaux et internationaux à promouvoir des activités de sensibilisation contre la violence familiale et sexuelle. Le ministère de la Justice et le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale et de la Famille devraient appliquer les protections juridiques existantes en matière de violence familiale et sexuelle. Le gouvernement burkinabé devrait mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris, mais sans s'y limiter, la formation et la supervision des groupes d'autodéfense communautaires, tels que les *Koglwéogo*.

État de droit

Les collectivités locales devraient collaborer avec le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts de réforme du système judiciaire, y compris les initiatives en matière de transparence et l'extension de l'accès aux services judiciaires. Les ONG locales, les ONG internationales et les organisations de la société civile devraient créer des programmes qui assurent la surveillance et le respect des droits des femmes tant au sein des mécanismes de justice traditionnels qu'au niveau du système judiciaire.

Région de l'Est

La région de l'Est est l'une des régions les plus peuplées du Burkina Faso, avec une population de 1 615 740⁶⁶ habitants. L'exploitation minière, en particulier l'exploitation minière illégale, a connu un développement fulgurant dans la région.



Vulnérabilités structurelles

- Un secteur de la santé défaillant en raison du manque de ressources
- La corruption politique et judiciaire et le manque de confiance du public dans les systèmes politiques et juridiques (y compris les préjugés politiques des chefs traditionnels)
- La confiance limitée dans les forces de sécurité (entraînant la création d'une milice d'autodéfense, les *Koglwéogo*)
- L'exclusion des femmes et la marginalisation par rapport à la politique et à la prise de décisions
- Les pratiques d'exploitation minière illégale largement répandues contribuent à la dégradation de l'environnement

Risques induits par les événements

- Les prochaines élections
- La violence liée à la concurrence foncière

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- La coexistence interethnique et religieuse
- Le soutien des ONG et des OSC pour traiter les questions liées à la santé, à l'environnement et aux droits des femmes
- Les groupes de femmes et de jeunes, syndicats
- Le mécanisme de résolution des conflits

⁶⁶ « Burkina Faso : Portail de données : Est », Données ouvertes pour l'Afrique

Population et démographie

Les habitants de la région se sont dits préoccupés par le secteur de la santé, évoquant une pénurie de personnel ainsi que des établissements et des équipements médicaux en nombre insuffisant, ce qui contribue à la flambée d'épidémies et à des taux élevés de mortalité infantile. Des questions propres aux jeunes, telles que le chômage, l'analphabétisme, les grossesses précoces et les maladies sexuellement transmissibles, ont également été relevées au cours du travail sur le terrain.

La migration et les questions foncières ont également été citées au nombre des vulnérabilités lors des entretiens. Les personnes interrogées ont fait état d'une migration accrue vers la région du fait de l'exploitation minière et de l'accès aux terres arables. Les populations locales se sont dites préoccupées par la monopolisation des ressources dans la région par des étrangers et des groupes issus d'autres régions du pays.

« C'est celui qui a de l'argent ou est un beau parleur qui remporte les élections. Nous ne votons pas sur la base d'idées, mais selon l'individu. »

- Participant à un groupe de discussion, Région de l'Est

Toutefois, les participants ont également relevé l'apport d'un soutien nutritionnel au travers d'ONG, telles que l'Organisation catholique pour le développement et la solidarité (OCADES) et Families Achieving Sustainable Outcomes (FASO), ainsi qu'un soutien du Comité villageois de développement. La communauté peut régler les différends par l'entremise des conseils municipaux et des organisations communautaires, et elle a confiance aux *Kogl'wéogo*, une milice d'autodéfense qui lutte contre la criminalité. La

paix prévaut également entre les groupes ethniques et religieux.

Politique et gouvernance

La plupart des participants interrogés ont fait état d'un manque de confiance à l'égard des représentants élus, les considérant comme corrompus et déconnectés des réalités locales. Les partis politiques et les candidats sollicitent l'appui des chefs traditionnels pour obtenir des voix. En tant que tel, le leadership traditionnel est miné aux yeux du public, en raison des préjugés perçus à propos des dirigeants. Par exemple, du fait de ces préjugés, certains villages ont deux chefs coutumiers et il est difficile pour eux de maintenir leur neutralité. De plus, les sièges au conseil municipal local ne peuvent être remportés que par un seul parti, ce qui a pour conséquence l'arrivée au pouvoir d'un seul parti qui règne de façon exclusive et sans opposition. En outre, les chefs de famille influencent les décisions des membres de la famille, en particulier les femmes, pendant la période électorale. D'un autre côté, elles sont exclues de la politique et de la prise de décisions. La communauté n'accorde aucune considération à celles d'entre elles qui sont en politique. Les participants ont également relevé que ces problèmes favorisaient la centralisation des décisions au sein de l'administration, où « les décisions viennent du sommet et les populations ne peuvent que s'y soumettre. » On a aussi l'impression que les politiciens usent de leur pouvoir pour perpétuer un cycle de pauvreté, afin d'être en mesure de manipuler et de dominer le peuple.

Les participants ont également relevé la présence de nombreux syndicats ayant pour but d'améliorer la qualité de vie, tels que l'Union nationale des anciens du Burkina Faso (UNAB), d'associations de femmes et de jeunes, ainsi que de « parentés à plaisanterie », qui contribuent à la résolution des conflits. En ce qui concerne la sécurité, il a été indiqué que les *Kogl'wéogo* coopèrent depuis peu avec la gendarmerie dans cette région. Il existe

également des initiatives au sein des familles pour apaiser les tensions et réduire les divisions imputables aux différends politiques.

Économie et ressources

L'agriculture dans la région de l'Est est considérablement affectée par le changement climatique et l'on y est exposé à un risque élevé de déforestation. Il prévaut également une pauvreté généralisée, une pénurie de nourriture et une difficulté d'accès à l'eau dans la région. L'infrastructure surannée contribue à la mauvaise qualité de vie, ainsi que le manque de centres de santé et d'écoles. Les participants ont relevé que l'exploitation illícite d'or pose un problème dans la région en ce sens qu'elle crée de l'insécurité et des problèmes liés à la santé. L'exploitation minière entraîne la dégradation de l'environnement, encourage le recours au travail des enfants et l'abandon scolaire chez les jeunes.

Le gouvernement et l'ONG OCADES ont réalisé des forages dans les villages, ce qui a contribué à la résolution d'un nombre plus accru de différends à l'amiable entre agriculteurs et éleveurs. Conjointement avec certaines autres associations, les services des eaux et forêts luttent contre la dégradation des forêts et la Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) est en train d'élaborer de nouvelles stratégies pour soutenir la commercialisation des produits locaux et faciliter l'accès aux produits alimentaires. L'on note un manque général de produits financiers, comme l'accès au crédit, pour permettre aux femmes et aux jeunes de démarrer des activités économiques et se lancer dans l'entreprenariat, mais des opportunités économiques s'offrent aux femmes grâce aux ONG de microcrédit.

Sécurité

La région de l'Est est confrontée à des problèmes de sécurité liés au banditisme et à la porosité des frontières. La population ne fait pas confiance à la

police et à la gendarmerie locales (dont certains membres se seraient transmués en bandits de grand chemin) qui ne disposent pas du soutien logistique ou de l'équipement nécessaire pour s'acquitter de leurs missions. Face à cette situation, la milice d'autodéfense dénommée *Koglwéogo* s'est formée pour combattre le banditisme et d'autres formes de criminalité. Les *Koglwéogo* sont financés et soutenus par la population et jouissent d'une plus grande confiance que la police et la gendarmerie locales. Certains participants ont préconisé une meilleure formation des *Koglwéogo* mais, dans l'ensemble, ils bénéficient d'une perception positive.

État de droit

Le système judiciaire est perçu comme miné par la corruption. Les criminels sont libérés moyennant de l'argent et il y a des « arrangeurs » qui négocient des peines réduites auprès des juges et des autorités. Les participants ont fait observer que les criminels et les membres de gangs sont affiliés aux autorités locales, tandis que la police et les gendarmes sont perçus comme étant corrompus et offrant exclusivement leur soutien aux personnes les plus riches. L'application de la loi est difficile et le système judiciaire ne bénéficie d'aucune confiance, ce qui contribue au manque de patriotisme, à la corruption et à l'impunité. Même au sein du système de chefferie traditionnelle, l'on note une corruption généralisée et des inégalités en matière de justice, parce que les chefs traditionnels sont cooptés en politique, ce qui peut entraîner des conflits intercommunautaires. Les droits de la femme sont défendus par les autorités qui interviennent en cas d'agression d'une femme, bien que lorsque le désaccord intervient au sein d'un foyer conjugal, les autorités encouragent le couple à le résoudre au sein de la famille.

Une ONG locale dénommée Tin-Tua déploie des efforts pour éduquer la population et investir dans l'éducation informelle. Il existe également un mécanisme de résolution des conflits à plusieurs niveaux : d'abord, le Comité villageois de

développement (CVD), puis les conseillers municipaux, les chefs de village, le maire et les préfets et, enfin, le système judiciaire.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Il existe de nombreux facteurs de résilience dans la région de l'Est. Par exemple, le soutien des ONG et des OSC améliore les initiatives nutritionnelles, agricoles et éducatives. Face à un système judiciaire perçu comme miné par la corruption, la population locale dispose d'un mécanisme municipal de résolution des conflits. La population soutient également les groupes d'autodéfense *Koglwéogo*, même si certains estiment que cela porte atteinte à la légitimité des institutions étatiques.

Recommandations

Population et démographie

Le gouvernement burkinabé (notamment le ministère de la Santé) devrait améliorer et étendre les services sociaux et veiller à ce que la population ait un libre accès à des soins de santé et des médicaments à coûts abordables. La société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds devraient soutenir la formation professionnelle et les initiatives de création d'emplois pour mobiliser les jeunes. Le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation devrait étendre l'accès des jeunes aux possibilités d'éducation – en particulier les initiatives d'alphabétisation, étant donné que l'Est est la région du pays enregistrant le deuxième taux d'alphabétisation le plus faible – et investir dans la technologie et l'infrastructure pour les programmes de formation professionnelle. Les chefs traditionnels, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (la Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) devraient œuvrer ensemble à l'atténuation des tensions liées à l'allocation des terres et des ressources.

Politiques et gouvernance

Les organisations régionales et le gouvernement burkinabé devraient soutenir les initiatives visant à promouvoir la bonne gouvernance et la transparence aux niveaux local et national. En collaboration avec le gouvernement burkinabé, les ONG, les ONG internationales et les bailleurs de fonds devraient mener des activités d'éducation civique, ciblant en particulier les jeunes et les femmes. Les organisations de la société civile devraient assurer des formations et fournir des ressources pour encourager une plus grande participation des femmes à la vie politique.

Économie et ressources

Les collectivités locales et le ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières devraient fournir des voies accessibles pour l'obtention de permis officiels d'exploitation minière à petite échelle – qui comprennent une formation sur les pratiques en matière de santé, de sécurité et d'environnement et les combiner à une réglementation et une surveillance plus rigoureuse du secteur de l'exploitation minière à petite échelle. Cette mesure devrait inclure une meilleure éducation sur les voies d'accès aux petites exploitations minières informelles et formelles, ainsi que sur les pratiques de conservation de l'environnement afin de réduire la pollution et la contamination. Le gouvernement burkinabé (notamment le ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion professionnelle), les organisations de la société civile et les bailleurs de fonds internationaux devraient financer et fournir des investissements, des prêts sous forme de microcrédits et assurer des formations destinées à promouvoir l'entreprenariat et la création d'emplois pour les femmes et les jeunes. Les ONG, les bailleurs de fonds et le gouvernement burkinabé devraient allouer des ressources à l'amélioration et au développement des infrastructures routières et hydrauliques (tant pour l'eau destinée à la consommation qu'à l'irrigation). Les ONG, les institutions financières

internationales et les bailleurs de fonds devraient soutenir la réglementation des pratiques telles que la combustion du charbon de bois, le surpâturage et la déforestation qui entraînent la dégradation des terres et, à terme, le changement climatique.

Sécurité

Le gouvernement burkinabé devrait mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris, mais sans s'y limiter, la formation et la supervision des groupes d'autodéfense communautaires, tels que les *Koglwéogo*. Il devrait, avec l'appui des partenaires régionaux et internationaux, renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des forces de police et de gendarmerie, notamment au travers de l'amélioration du recrutement et de la formation, de l'augmentation des salaires et de la fourniture de ressources matérielles. Les forces de sécurité, y compris de police, de gendarmerie, de défense et de sécurité (FDS), devraient œuvrer avec les communautés locales à l'amélioration des services de police de proximité.

État de droit

Les collectivités locales devraient collaborer avec le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts de réforme du système judiciaire, y compris les initiatives en matière de transparence et l'extension de l'accès aux services judiciaires. Les ONG locales, les ONG internationales et les organisations de la société civile devraient créer des programmes qui assurent la surveillance et le respect des droits des femmes tant au sein des mécanismes de justice traditionnels qu'au niveau du système judiciaire. Les responsables locaux, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (la Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) devraient œuvrer ensemble à l'atténuation des tensions liées à l'allocation des terres et des ressources.

Région du Nord

Située au nord du Burkina Faso, entre les régions du Sahel et de la Boucle du Mouhoun, la région du Nord compte 1 502 527⁶⁷ habitants. Elle comprend plusieurs groupes ethniques, dont les Mossis, les Peuls et les Samos. Elle abrite des groupes d'éleveurs qui pratiquent l'élevage par transhumance.



Vulnérabilités structurelles

- La concurrence pour l'accès à la terre/aux ressources
- La criminalité
- La porosité des frontières avec le Mali
- La perception de la corruption et de l'opacité au niveau des systèmes judiciaires et politiques
- Les divisions des groupes sur la base de considérations religieuses/ethniques
- Le manque de confiance à l'égard des forces de police et de sécurité
- La pauvreté et l'inégalité en termes de revenus
- L'inadéquation de l'équipement/l'insuffisance de formation des forces de sécurité
- La limitation des capacités au niveau du système de soins de santé
- Le manque de connaissances des systèmes politiques et juridiques officiels par les communautés

Risques induits par les événements

- Les conflits religieux/ethniques
- Les conflits fonciers
- Les élections
- Les manifestations

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- La société civile (chefs religieux ; chefs traditionnels ; leaders d'opinion ; émissions de radio locales ; ONG)
- Les Koglwéogo
- Les organisations internationales
- Les pratiques de « parenté à plaisanterie » entre communautés

⁶⁷ « Burkina Faso : Portail de données : Nord », Données ouvertes pour l'Afrique

Population et démographie

Les participants interrogés dans la région du Nord ont mis l'accent sur la croissance démographique comme étant une vulnérabilité⁶⁸ qui a entraîné une exacerbation de la concurrence pour les ressources, rendant ainsi difficile la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Soixante-seize pour cent (76 %) de la population de la région du Nord vit dans une extrême pauvreté.⁶⁹ Les personnes interrogées ont en outre indiqué que les rendements agricoles dans la région ont également été affectés par les sécheresses fréquentes et la mauvaise qualité de l'eau. Les niveaux élevés de chômage et l'incapacité de la majeure partie de la population à se procurer des terres arables du fait d'une mauvaise répartition due à la vente de terres aux promoteurs et aux entreprises ont également été cités comme des vulnérabilités majeures.

« Les Mossis sont majoritaires dans le nord, où l'on trouve quelques Peuls et Samos avec lesquels ils entretiennent une relation de parenté à plaisanterie. »

- Groupe de discussion, région du Nord

Les personnes interrogées ont indiqué que la pratique de la polygamie et l'aversion générale de la société pour la planification familiale contribuent à accroître les pressions démographiques et la concurrence pour les biens et services de base, notamment les soins de santé, l'accès à l'éducation, au logement et à la terre.

Les personnes interrogées ont également souligné les tensions religieuses dans la région entre chrétiens et musulmans et entre groupes musulmans. Une personne interrogée a évoqué les

clivages ethniques dans la région du Nord, déclarant que les Mossis y sont le groupe ethnique majoritaire. Au nombre des groupes de la région, on dénombre les Peuls et les Samos. Cette personne a fait état de certaines tensions avec les Peuls au sujet des problèmes d'élevage, mais elle a également mentionné le recours à la « parenté à plaisanterie » entre les groupes qui semble maintenir la civilité.

Politique et gouvernance

Les personnes consultées dans la région du Nord ont indiqué que les femmes sont exclues de certains partis politiques et que le principe de quota des femmes n'a pas été suffisamment appliqué.⁷⁰ Un participant à une discussion de groupe a indiqué que les votes des femmes sont « achetés » par les politiciens en échange d'articles de base comme des vêtements ou du savon. Certaines personnes interrogées ont marqué leur désapprobation par rapport à la pratique de certains chefs traditionnels et religieux qui influencent les votes. Elles ont également fait état d'un manque général de connaissance des fonctions et attributions du gouvernement dans la région, facteur qui est davantage exacerbé par l'impression que la collectivité locale n'est pas totalement transparente. Les personnes interrogées ont laissé entendre que les processus administratifs sont souvent lents et que le gouvernement est perçu comme laxiste dans la réalisation des promesses électorales et le développement de l'infrastructure. Toutefois, un groupe de discussion a relevé que depuis le soulèvement de 2014 pour maintenir les limites du mandat présidentiel, un accroissement de l'engagement politique populaire a été constaté, en particulier sous la forme de protestations visant à rejeter la législation et les circonstances que les citoyens jugent défavorables.

⁶⁸ « Croissance démographique (% annuel) », Banque mondiale

⁶⁹ « MPI Country Briefings », Oxford Poverty & Human Development Initiative

⁷⁰ La loi sur le quota réservé aux femmes exige que les listes de candidats des partis à l'Assemblée nationale comprennent au moins 30 % de candidats des deux sexes.

Économie et ressources

La pauvreté, l'inégalité et la dégradation des ressources sont les principales vulnérabilités qui se posent dans la région du Nord. Les problèmes environnementaux, tels que la désertification, couplée à la croissance démographique, ont exercé une pression sur les rares ressources disponibles et la terre, ce qui contribue aux conflits pastoraux et fonciers. Les personnes interrogées ont indiqué que pendant la période de transhumance⁷¹, on enregistre un nombre accru de conflits entre agriculteurs et éleveurs, lesquels sont parfois mortels.

Le manque de terres arables entraîne une diminution des rendements agricoles. Une loi de 2009 sur le foncier a décentralisé l'autorité sur la terre et légitimé les règles foncières traditionnelles. La révision de cette loi en 2012 a mis fin à la propriété exclusive de l'État sur l'ensemble des terres. Elle a également créé des comités de conciliation pour régler les litiges fonciers.⁷² Toutefois, la distribution des terres et les problèmes liés à l'achat et à la vente de terres sont encore considérés comme des facteurs de risque de conflit supplémentaires dans la région. Ces pressions sont aggravées par le manque d'accès à l'équipement agricole mécanisé et un manque d'infrastructures permettant de retenir l'eau à des fins agricoles. Il a également été indiqué lors des EIC et des GD que les femmes sont généralement exclues des négociations sur la distribution des terres ou qu'il leur est dénié le droit de posséder ou de gérer des biens immobiliers, ce qui accroît leur vulnérabilité globale.

La région du Nord est aussi un lieu d'exploitation de mines d'or, aussi bien formelles qu'informelles. Les personnes interrogées ont indiqué que les perceptions locales des activités minières dans la région sont généralement négatives. L'exploitation

minière peut entraîner la dégradation de l'environnement et exacerber les tensions. Elle est une cause fréquente de protestations dues à des conflits fonciers et à des questions de dédommagement. Elles ont également indiqué que la présence d'exploitations minières encourage la prostitution à proximité des mines et incite les enfants à abandonner l'école pour aller travailler dans les mines. Une autre personne a également mentionné la décimation du cheptel près des sites miniers du fait de la contamination de l'eau par le cyanure utilisé à des fins de nettoyage du minerai.

Sécurité

Bien que les personnes interrogées n'aient pas fait état d'incidents terroristes spécifiques, nombre d'entre elles ont identifié la porosité de la frontière nord du pays avec le Mali comme un facteur de risque de terrorisme ainsi que les répercussions du conflit malien. Cette situation est amplifiée par la perception de la vulnérabilité globale de la région face aux incursions transfrontalières dues à la faiblesse des mesures de contrôle aux frontières ainsi qu'à la formation et à l'équipement insuffisants des forces de gendarmerie et de police. Les personnes interrogées n'étaient pas d'accord sur le fait que le banditisme constituait une vulnérabilité ou non dans la région du Nord, mais elles ont signalé des vols à main armée, des vols et des enlèvements d'enfants. Si certaines personnes de la région du Nord soutiennent les groupes locaux d'autodéfense, connus sous le nom de *Koglwéogo*, pour la sécurité perçue qu'ils assurent, d'autres en revanche dénoncent leurs méthodes violentes.

État de droit

Les personnes interrogées dans la région du Nord ont fait part d'un manque de confiance à l'égard du système judiciaire. Dans les communautés locales,

⁷¹ La « transhumance » désigne le cycle saisonnier de déplacement du bétail d'une zone de pâturage à une autre, et elle est souvent source de conflits pastoraux entre les

groupes d'éleveurs nomades et les communautés agricoles sédentaires.

⁷² « Déclaration sur le climat de l'investissement 2015 - Burkina Faso », Département d'État des États-Unis

les conflits sont d'abord traités au sein de l'unité familiale puis, en cas d'échec, sont portés devant les chefs religieux et traditionnels, ensuite devant la gendarmerie et, enfin, devant le système judiciaire formel. Nombreux sont ceux qui estiment que le système judiciaire est lent et que l'absence de procès et de poursuites équitables conduit à l'emprisonnement des individus avant l'application de toute procédure régulière. Il existe également une perception selon laquelle la corruption prévaut au sein du gouvernement et l'accès à la justice est limité pour le citoyen burkinabé ordinaire. Les personnes interrogées ont indiqué que les femmes sont généralement exclues des mécanismes de justice formelle.

Facteurs de résilience structurelle et institutionnelle

Malgré les vulnérabilités et les risques énumérés ci-dessus, la région du Nord présente un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui atténuent ces risques. Certes, certains chefs religieux et traditionnels sont perçus comme trop engagés en politique, mais l'on a des perceptions positives de ces chefs en tant qu'acteurs qui sensibilisent le public et aident à apaiser les conflits. Les émissions de radio locales diffusent également du contenu pour apaiser les tensions religieuses, ce qui est une influence positive. Le Cercle d'études, de recherche et de formation islamique (CERFI) a été cité comme une force positive assurant le dialogue interreligieux. Certaines des personnes interrogées ont souligné les efforts déployés pour sensibiliser les citoyens au sujet des lois, comme une fresque murale à Ouahigouya, des forums théâtraux de sensibilisation. Enfin, les *Koglwéogo* sont un groupe controversé, mais les personnes interrogées estiment qu'elles apportent un véritable sentiment de sécurité dans la région, ce qui n'est pas le cas de la police.

Recommandations

Population et démographie

Le gouvernement burkinabé (notamment le ministère de la Santé) devrait améliorer et étendre les services sociaux et veiller à ce que la population ait accès à des soins de santé et des médicaments à coûts abordables. Les chefs traditionnels, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (la Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGCEC) devraient œuvrer ensemble à l'atténuation des tensions liées à l'allocation des terres et des ressources. Les chefs traditionnels et religieux, les collectivités locales et les organisations de la société civile devraient faciliter un dialogue et des interactions soutenus par-delà les clivages ethniques, religieux et politiques.

Politique et gouvernance

En collaboration avec le gouvernement burkinabé, les ONG, les ONG internationales et les bailleurs de fonds devraient entreprendre des activités d'éducation civique ciblant en particulier les jeunes et les femmes. Les organisations régionales et le gouvernement burkinabé devraient soutenir les initiatives de bonne gouvernance et de transparence aux niveaux local et national. Les organisations de la société civile devraient assurer des formations et fournir des ressources pour encourager une plus grande participation des femmes à la vie politique. Les collectivités locales, les organisations de la société civile, les chefs traditionnels, les médias et autres acteurs concernés devraient œuvrer ensemble à promouvoir la médiation et le dialogue pacifiques, afin de réduire les conflits pastoraux, en s'inspirant peut-être d'autres interventions réussies dans d'autres États membres de la CEDEAO.

Sécurité

Le gouvernement burkinabé devrait mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris, mais sans s'y limiter, la formation et la supervision des groupes d'autodéfense communautaires, tels que les *Koglwéogo*. Il devrait, avec l'appui des partenaires régionaux et internationaux, renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des forces de police et de gendarmerie, notamment au travers de l'amélioration du recrutement et de la formation, de l'augmentation des salaires et de la fourniture de ressources matérielles. Le ministère de la Défense et le gouvernement burkinabé devraient œuvrer avec les partenaires régionaux et internationaux à s'attaquer aux tendances régionales plus larges de l'extrémisme et de l'insécurité, y compris par le renforcement des contrôles aux frontières.

Économie et ressources

Les chefs traditionnels, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (la Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGCEC) devraient œuvrer ensemble à l'atténuation des tensions liées à l'allocation des terres et des ressources. Les ONG, les bailleurs de fonds et le gouvernement burkinabé devraient allouer des ressources à l'amélioration et au développement des infrastructures routières et hydrauliques (tant pour l'eau destinée à la consommation qu'à l'irrigation). Les ONG, les institutions financières internationales et les bailleurs de fonds devraient soutenir la réglementation des pratiques telles que la combustion du charbon de bois, le surpâturage

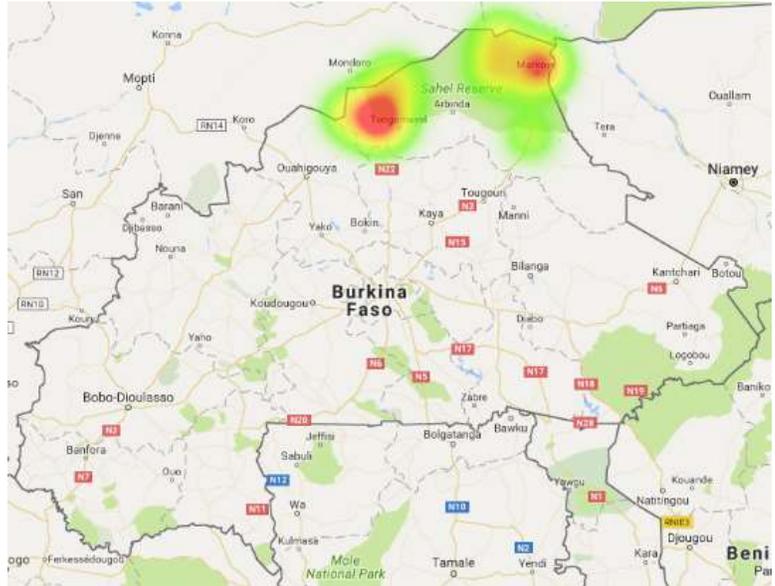
et la déforestation qui entraînent la dégradation des terres et, à terme, le changement climatique. Les collectivités locales et le ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité alimentaire devraient accorder la priorité aux investissements dans les technologies agricoles et la mécanisation de l'agriculture. Le secteur privé et les donateurs internationaux devraient assurer un accès au financement, à la formation et aux intrants, comme les semences et les engrais, afin d'améliorer la résilience des agriculteurs face à la sécheresse et aux effets du changement climatique. La société civile et la communauté internationale devraient jouer un rôle plus important de surveillance et de plaidoyer pour faire en sorte que les activités des sociétés minières opérant au Burkina Faso se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière de commerce et de droits de l'homme, avec des mécanismes clairs en place pour permettre aux communautés affectées de rechercher réparation.

État de droit

Les collectivités locales devraient collaborer avec le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts de réforme du système judiciaire, y compris les initiatives en matière de transparence et l'extension de l'accès aux services judiciaires. Les ONG locales, les ONG internationales et les organisations de la société civile devraient créer des programmes qui permettent d'assurer la surveillance et le respect des droits des femmes tant au sein des mécanismes de justice traditionnels qu'au niveau du système judiciaire.

Région du Sahel

La région du Sahel est située au nord du pays, le long de la frontière entre le Burkina Faso et le Mali. Elle compte une population de 1 272 545 habitants.⁷³ Cette région abrite des éleveurs semi-nomades, tels que les Peuls, qui élèvent du bétail par transhumance, se définissant comme le mouvement saisonnier du bétail entre les pâturages.⁷⁴ Deux des grandes mines d'or du Burkina Faso sont situées dans cette région.



Vulnérabilités structurelles

- Le chômage élevé des jeunes
- L'isolement géographique de la région
- La pauvreté et la famine
- L'inexistence de services sociaux
- Les faibles niveaux d'éducation et la piètre qualité de l'infrastructure éducative
- La limitation de capacités en matière de sécurité publique
- La radicalisation de franges de la population
- Les mariages précoces
- La forte population de réfugiés
- La perception de l'exclusion politique
- Le népotisme
- La corruption
- La stigmatisation des groupes de réfugiés non autochtones du Mali
- La porosité des frontières avec le Niger et le Mali

Risques induits par les événements

- Les élections
- Les manifestations
- La violence interethnique
- Le terrorisme
- La criminalité, y compris la criminalité liée aux drogues illicites
- Les tensions entre les forces de sécurité et les *Koglwéogo*

⁷³ « Burkina Faso : Portail de données : Sahel », Données ouvertes pour l'Afrique

⁷⁴ « Développement du pastoralisme au Sahel : une voie vers la stabilité ? », De Haan, C., Dubern, E., B. Garancher et C. Quintero, Centre mondial des conflits, de la sécurité et du développement, juin 2014.

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les chefs traditionnels et religieux
- Les responsables de l'administration locale
- Le projet Paix à travers le développement (PDEV II)⁷⁵
- Le Comité d'action communautaire (CAC)
- Les organisations de la société civile : Association de réflexion et d'action pour le développement de la province d'Oudalan (ARAD)
- La SONAGES (Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire)

Population et démographie

Les personnes interrogées dans la région ont fait état de niveaux élevés de chômage des jeunes dans la région du Sahel, du fait principalement du faible niveau d'alphabétisation et du manque de perspectives économiques. Les écoles de la région sont surchargées d'apprenants et parfois éloignées des zones d'habitation, ce qui augmente le risque d'abandon scolaire. Le manque d'opportunités éducatives et économiques rend les jeunes vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes, ou au recrutement pour travailler dans le secteur aurifère comme main-d'œuvre mineure.

Les participants ont également fait état d'une diminution du cheptel dans la région, en raison des tensions et de la violence entre agriculteurs et éleveurs. La dégradation des terres a aussi été citée comme une vulnérabilité permanente y affectant les moyens de subsistance. En effet, la prolifération des sites exploités par le secteur minier a entraîné une diminution des terres agricoles arables et fertiles. De même, les sécheresses et les inondations au fil du temps ont entraîné une diminution des activités agricoles, ce qui a fait grimper le prix des denrées alimentaires de base, contribuant ainsi à l'expansion de la malnutrition et de la famine. En outre, les

échanges commerciaux ont pâti de l'aggravation de la situation sécuritaire.

Les personnes interrogées ont également évoqué la présence de réfugiés maliens dans la région depuis 2012. La région du Sahel abrite actuellement la plupart des 33 692 réfugiés maliens qui ont fui le conflit violent dans la partie nord du Mali.⁷⁶ Elle abrite deux camps de réfugiés au Burkina Faso, à savoir le camp de Mentaou (dans la province de Soum) et le camp de Goudoubou (dans la province de Seno). Il existe des tensions entre les populations locales et les réfugiés, eu égard aux soupçons et aux accusations selon lesquelles la population de réfugiés est complice des activités terroristes. La population croissante de réfugiés a également exacerbé les conflits fonciers dans la région et mis à rude épreuve les rares ressources existantes.

La prévalence des risques sanitaires est également considérée comme une vulnérabilité dans la région du Sahel. En effet, les personnes interrogées ont cité un manque d'établissements de santé adéquats, une pénurie de médicaments dans l'unique CSPS⁷⁷ de la région et un manque d'agents de santé pour répondre aux besoins de la population.

⁷⁵ Peace Through Development II (PDEV II), USAID

⁷⁶ « Malgré l'accord de paix du Mali, plus de personnes fuient la violence persistante », Pes, H., HCR, novembre 2016.

⁷⁷ Les hôpitaux villageois ou CSPS (Centre de santé et de promotion sociale) se composent généralement d'une unité médicale générale et d'une maternité. C'est un programme gouvernemental qui fait en sorte que chaque Burkinabé ait accès aux structures sanitaires.

Politique et gouvernance

De nombreux habitants de la région du Sahel interrogés ont fait état de leur méfiance à l'égard du gouvernement, en raison des perceptions de négligence et d'isolement prévalant dans la région du Sahel. Ce sentiment ne cesse de croître, car les politiciens n'ont pas réussi à fournir les services promis lors des campagnes électorales. Les personnes interrogées ont également mentionné une tendance à la loyauté tribale et ethnique, qui remplace souvent le sentiment d'identité et de loyauté nationales. Ces tendances s'accroissent particulièrement lors des élections. Les personnes interrogées ont, en effet, également fait part du sentiment selon lequel la politique sépare les familles et divise les groupes ethniques, ce qui aggrave la polarisation et sape les efforts visant à parvenir à une identité nationale plus empreinte de cohésion. Les femmes ont indiqué qu'elles ne sont pas sérieusement prises en compte par l'appareil politique, qu'il existe une discrimination basée sur le genre généralisée dans la gestion des affaires politiques et qu'elles sont pour la plupart exclues de la vie politique. Par exemple, dans la commune de Dori, sur 172 conseillers de la collectivité locale, l'on ne dénombre que six femmes.

Économie et ressources

Les personnes interrogées ont cité la pauvreté, l'inégalité et le chômage comme facteurs prédominants de vulnérabilité économique dans la région. De nombreuses personnes interrogées ont signalé une flambée des prix des aliments de base imputable aux inondations et aux sécheresses dans la région. D'autres ont indiqué que le marché du bétail, traditionnellement l'une des principales sources de revenus dans la région du Sahel, est en train de disparaître du fait des flux migratoires et des déplacements internes dus aux attaques terroristes. Le commerce a connu un

⁷⁸ « Le parlement du Burkina Faso adopte un nouveau code minier », Reuters, juin 2015.

⁷⁹ Ibid.

ralentissement en raison des problèmes de sécurité persistants.

Depuis 2012, le Burkina Faso est le troisième plus grand site d'exploration aurifère en Afrique et le quatrième plus grand producteur d'or en Afrique.⁷⁸ La région du Sahel abrite deux des deux douzaines de mines d'or du Burkina Faso, à savoir la mine d'or de Belahouro (Inata) dans la province de Soum et la mine d'or d'Essakane dans la province d'Oudalan. En 2015, le Parlement du Burkina Faso a adopté un nouveau code minier qui a supprimé un ancien abattement fiscal de 10 % sur les bénéfices des sociétés minières et fait obligation aux entreprises de verser 1 % de leurs revenus mensuels dans un fonds de développement local. Ce code fait également obligation à l'État de verser 20 % des recettes minières dans ledit fonds et comporte des dispositions pour la création d'un fonds visant à réhabiliter les sites miniers artisanaux et à interdire l'utilisation de produits chimiques nocifs.⁷⁹ Les participants ont signalé que les sociétés minières de cette région ne se sont jusque-là pas acquittées des obligations énoncées dans le Code minier de 2015. Les personnes interrogées ont également mentionné l'augmentation du coût de la vie et des loyers dans les régions d'exploitation minière. Des enquêtes menées par des ONG ont également laissé entendre que le gouvernement avait procédé à des déplacements forcés pour faire place aux concessions minières.⁸⁰

Sécurité

Les personnes interrogées dans la région du Sahel ont souligné la persistance de l'extrémisme violent comme principale menace à la sécurité dans la région. Le groupe islamiste Ansarul Islam, un mouvement djihadiste dirigé par Malam Dicko Ibrahim, serait à l'origine de nombreux incidents d'extrémisme violent dans cette région. Ce groupe a des liens avec d'autres mouvements djihadistes

⁸⁰ « Etude sur l'extraction d'or : le profit plus important que les droits humains ? », Pain pour le prochain, février 2016.

du Mali voisin, tels qu'Ansar al-Dine, et la frontière poreuse entre le Mali et le Burkina Faso est perçue comme un facteur facilitant la propagation du terrorisme du Mali vers le Burkina Faso. Le groupe aurait été à l'origine de deux attaques contre des postes de police dans la province de Soum en février 2017 et a revendiqué l'attentat de décembre 2016 contre la base militaire de Nassoumbou, qui a fait une douzaine de morts parmi les soldats.⁸¹ Des incidents ont été signalés dans des écoles où des hommes armés ont contraint les enseignants à dispenser leurs cours en arabe plutôt qu'en français, et une école primaire a été incendiée à Baraboule, dans la province de Soum.⁸² L'augmentation de ces menaces à la sécurité a entraîné la fermeture de plus de 600 écoles dans les provinces d'Oudalan et de Soum.⁸³ L'insécurité a également un impact sur l'accès à d'autres services sociaux tels que la santé et l'approvisionnement en vivres. Les personnes interrogées ont souligné un sentiment général de peur dans la région et la perception selon laquelle le gouvernement central a négligé la région du Sahel en matière de sécurité.

Les participants ont également évoqué la criminalité comme vulnérabilité dans la région du Sahel, citant la violence meurtrière, les vols qualifiés et les enlèvements. Il y a eu une prolifération rapide des groupes d'autodéfense (les *Koglwéogo*), eu égard à la perception de manque de sécurité assurée par l'État. Dans la région du Sahel, les *Koglwéogo* ont débuté leurs activités comme informateurs de la police, mais ont fini par se transformer en une organisation qui procède à des arrestations, applique la justice et inflige des amendes. Ils sont généralement armés d'armes artisanales et de fusils de calibre 12.⁸⁴ Les personnes interrogées ont évoqué des informations faisant état d'actes de violence qui auraient été orchestrés par les *Koglwéogo* contre

⁸¹ « Burkina Faso : les craintes grandissent au-dessus de la menace militante domestique », Sehmer, A., The Jamestown Foundation, avril 2017.

⁸² Ibid

⁸³ « L'insécurité au Burkina Faso dans la région du Sahel », ACAPS, mars 2017.

les forces de police et de tensions entre les différents groupes *Koglwéogo* dans la région.⁸⁵ Les participants ont toutefois indiqué que la population locale fait généralement plus confiance aux *Koglwéogo* qu'à la police et aux militaires.

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs, résultant de la concurrence pour l'utilisation des terres, constituent également une source d'insécurité dans la région. Les participants ont toutefois rapporté que certains bergers ont migré vers le sud pour éviter les conflits avec les agriculteurs du nord.

État de droit

Les participants ont indiqué qu'il existe une certaine méfiance à l'égard du système judiciaire, car il est généralement perçu par les populations locales comme étant miné par la corruption. Il se dégage une perception selon laquelle la justice n'est accessible qu'aux riches. Les participants ont indiqué que la population locale n'a ni une compréhension ni une connaissance du système juridique formel, ce qui entraîne une mauvaise application des lois et des textes. Les femmes de la zone sont sous-représentées au sein du système judiciaire et ne sont généralement pas parties prenantes aux processus décisionnels au niveau local. Le chef de village joue un rôle important dans le règlement des différends, l'on n'ayant recours au système juridique officiel qu'en dernier ressort.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les chefs religieux ont été cités comme un facteur de résilience dans la région du Sahel. Il a été relevé que, contrairement à d'autres régions du pays, ils ne participent généralement pas à la vie politique, ce qui leur permet d'être impartiaux et de contribuer à atténuer les tensions. Les

⁸⁴ « Burkina Faso : qui sont les Koglwéogo, ces milices rurales ? » Boudani, Y., RFI, mars 2016.

⁸⁵ « Burkina Faso : la justice rude de Koglwéogo », SouthWorld, août 2016.

associations de jeunes constituent un autre facteur de résilience. Elles ont été créées pour susciter l'intérêt pour le développement ainsi que pour mener et promouvoir des activités de sensibilisation.

Les organisations de la société civile contribuent à la sensibilisation sociale, politique et économique de la population. La Société nationale de gestion du stock de sécurité alimentaire (SONAGESS) aide à lutter contre la faim, en particulier en période de famine, en subventionnant les produits alimentaires pour qu'ils soient aisément accessibles. Financé par l'USAID, la phase II du projet Paix à travers le développement (PDEV II), vise à réduire le risque d'instabilité dans les pays et à accroître leur résilience face à l'extrémisme violent. Il procède par l'autonomisation des jeunes à travers des activités et des formations axées sur l'éducation civique, les compétences professionnelles et entrepreneuriales et le leadership. Le projet PDEV II a également été cité comme ayant réussi à prévenir les conflits liés à la transhumance car il a permis de tracer des couloirs de pâturage pour les éleveurs. En outre, l'Association de réflexion et d'action pour le développement de la province d'Oudalan (ARAD) mène des activités de sensibilisation à la paix et à la sécurité. Le Comité d'action communautaire (CAC) réunit les forces de sécurité et de défense pour collaborer avec la population locale en vue de favoriser la protection de la population civile. Des membres du CAC ont participé à des émissions radiophoniques dans l'optique de diffuser des messages de paix et ont aidé les forces de sécurité à apprendre les coutumes locales, en particulier dans le cadre de leurs interactions avec les éleveurs, afin qu'ils puissent les aider à assumer leurs fonctions de sécurisation.

Recommandations

Population et démographie

La communauté des donateurs et les ONG internationales devraient collaborer avec les ONG

locales et le ministère de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation pour améliorer les infrastructures éducatives dans la région. Plus précisément, la région a besoin de bâtiments scolaires et de salles de classe sûres offrant un environnement propice à l'apprentissage. La société civile, le secteur privé et les bailleurs de fonds devraient soutenir les initiatives de formation professionnelle et de création d'emplois pour mobiliser les jeunes. Le gouvernement burkinabé (notamment le ministère de la Santé) devrait améliorer et étendre les services sociaux et veiller à ce que la population ait accès à des soins de santé et des médicaments à coûts abordables. Les organisations régionales et sous-régionales devraient collaborer avec le gouvernement burkinabé à la création d'un système pour apporter des réponses aux incidents de santé publique, tels que la contamination de l'eau potable et les épidémies. Les organisations de la société civile et les dirigeants locaux devraient mettre en œuvre des activités de dialogue et de renforcement des relations entre les populations de réfugiés et les communautés locales, afin d'atténuer les tensions et d'instaurer la confiance.

Politique et gouvernance

Les organisations de la société civile devraient s'employer à créer des stations de radio dans les communautés de la région du Sahel pour mieux informer le public et communiquer avec les populations rurales. Le gouvernement burkinabé devrait étendre les services sociaux, en particulier aux zones rurales, et instaurer la confiance avec les communautés locales. Les organisations régionales et le gouvernement burkinabé devraient soutenir les initiatives de bonne gouvernance et de transparence aux niveaux local et national. Les organisations de la société civile devraient assurer une formation et fournir des ressources pour encourager une plus grande participation des femmes à la vie politique.

Économie et ressources

Le gouvernement burkinabé devrait appliquer les dispositions du Code minier de 2015 pour encourager l'investissement par les compagnies minières dans le développement local. La société civile et la communauté internationale devraient jouer un rôle plus important de surveillance et de plaidoyer pour faire en sorte que les activités des sociétés minières opérant au Burkina Faso se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière de commerce et de droits de l'homme, avec des mécanismes clairs en place pour permettre aux communautés affectées de rechercher réparation. Les ONG, les bailleurs de fonds et le gouvernement burkinabé devraient allouer des ressources pour améliorer et développer les infrastructures routières et hydrauliques (tant pour l'eau destinée à la consommation qu'à l'irrigation). Les ONG, les ONG internationales et la communauté des donateurs devraient travailler avec le gouvernement burkinabé à fournir des prêts et un soutien financier aux petits exploitants agricoles et aux éleveurs de la région, en particulier dans le but d'accroître leur résilience face aux effets du changement climatique.

Sécurité

Le gouvernement burkinabé devrait mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris, mais sans s'y limiter, la formation et la supervision des groupes d'autodéfense communautaires, tels que les *Koglwéogo*. Avec l'appui des partenaires régionaux internationaux, il devrait renforcer les capacités

institutionnelles et opérationnelles des forces de police et de gendarmerie, notamment en améliorant le recrutement et la formation, en augmentant les salaires et en mettant à disposition les ressources matérielles nécessaires. Le ministère de la Défense et le gouvernement burkinabé devraient œuvrer avec les partenaires régionaux et internationaux à s'attaquer aux tendances régionales plus larges de l'extrémisme et de l'insécurité, y compris par le renforcement des contrôles aux frontières. Le cas échéant, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile, le ministère de l'Administration territoriale (la Direction de la prévention et de la gestion des conflits) et l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC) devraient œuvrer ensemble à l'atténuation des tensions liées à l'accès à la terre et à la gestion des ressources.

État de droit

Les collectivités locales devraient collaborer avec le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux pour soutenir les efforts de réforme du système judiciaire, y compris les initiatives en matière de transparence et l'extension de l'accès aux services judiciaires. Les programmes devraient mettre un accent particulier sur l'extension de l'accès aux populations vulnérables, en promouvant la formation juridique et en veillant au respect des droits des femmes tant au sein des mécanismes de justice traditionnels qu'au niveau du système judiciaire.

Conclusions et recommandations

Ces dernières décennies, le Burkina Faso a été confronté à d'importants défis, se traduisant par des crises politiques, un régime autoritaire et la violence, facteurs qui ont érodé la confiance sociale à l'égard des institutions publiques et de l'État de droit. Le Burkina Faso est riche en ressources et a de nombreuses possibilités de croissance économique, avec une population jeune et désireuse de travailler. Pour faire face aux cycles de pauvreté et de violence, en particulier dans des régions comme le Sahel et le Nord, le pays doit s'employer à stimuler l'économie à travers des investissements massifs dans les infrastructures et la fourniture de services publics, ainsi que par le biais de la diversification de son économie pour réduire sa dépendance à l'égard des produits de base à prix volatils comme l'or.

Les changements structurels importants prennent toutefois du temps et les expériences quotidiennes de la population burkinabé, telles que les hausses des prix des denrées alimentaires de base, la criminalité, la corruption au sein des institutions de maintien de l'ordre public, le manque d'accès aux soins de santé et à l'éducation de base, ainsi que la concurrence pour l'accès aux terres et aux ressources, sont des facteurs de mécontentement. Les lacunes au niveau de l'appareil de sécurité de l'État – notamment la fourniture de services de police – ont donné naissance aux milices d'autodéfense, à savoir les *Koglwéogo*, qui sont considérés par de nombreuses communautés comme une source précieuse de sécurité locale. Toutefois, le risque que les *Koglwéogo* usurpent le rôle des forces de sécurité publique pourrait saper davantage le rôle de l'État dans ces régions et a déjà donné lieu à des rapports faisant état de perpétrations de violations des droits de l'homme par les milices. Les *Koglwéogo* ne constituent qu'une partie d'un besoin plus large de réforme du secteur de la sécurité au Burkina Faso, tant en termes de fourniture de capacités de maintien de

l'ordre pour réduire la criminalité, la violence communautaire et les pratiques minières illicites que de sécurisation des régions frontalières pour réduire l'implantation du terrorisme dans le pays. Le rôle du dialogue interreligieux a été de longue date une source de résilience dans des régions comme les Cascades, le Sud-ouest et le Centre. Il peut servir d'outil clé pour lutter contre l'extrémisme violent et désamorcer les tensions communautaires.

Les femmes continuent de faire l'objet d'une discrimination systématique dans les sphères politique, sociale et économique, ce qui se traduit par des facteurs de risque tels que la violence basée sur le genre et des taux élevés de mortalité maternelle. Elles font également face à des défis tels que l'exhérédation et l'exclusion des nominations politiques. Conjointement avec la population croissante de jeunes, elles devraient être utilisées comme sources de résilience au sein du pays, en tirant parti de leur participation à la vie politique et à l'économie pour bâtir un avenir plus prospère et plus stable.

Population et démographie

- Mettre à contribution les cadres existants de dialogue interreligieux pour promouvoir la cohésion sociale.
- Soutenir les programmes visant à promouvoir la coopération, la cohésion sociale et le règlement des litiges entre les communautés locales et les populations réfugiées.
- Investir dans le développement rural pour améliorer l'infrastructure et la prestation de services.
- Soutenir les initiatives des OSC qui prennent en compte la dimension culturelle dans la promotion de la santé

des femmes, y compris la planification familiale.

Politique et gouvernance

- Mettre en œuvre des programmes de sensibilisation sur les responsabilités civiques, en ciblant particulièrement les femmes et les jeunes.
- Allouer davantage de ressources au Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) et aux autres mécanismes de réconciliation.
- Améliorer la gestion des futurs processus électoraux pour promouvoir la transparence et aider à prévenir les incidents liés à la violence électorale.
- Soutenir les initiatives visant à promouvoir la bonne gouvernance et la transparence aux niveaux local et national.
- Promouvoir la mise en œuvre et l'application effectives de quotas réservés aux femmes.
- Soutenir les programmes visant à promouvoir la participation politique et le leadership des femmes.
- Renforcer les institutions de l'État pour améliorer la bonne gouvernance

Économie et ressources

- Soutenir et étendre le micro-financement et la formation professionnelle, en appuyant particulièrement les initiatives menées par les jeunes et les femmes.
- Développer et améliorer les infrastructures de transformation et de stockage des produits agricoles et l'accès au marché.
- Sensibiliser et appliquer les règlements pour réduire les effets environnementaux négatifs de l'exploitation minière illégale, de la combustion du charbon de bois, du surpâturage et de la déforestation.
- Soutenir les réformes macroéconomiques visant à diversifier l'économie.

- Allouer des ressources pour étendre les infrastructures routières et les services publics.
- Dans le secteur minier :
 - Réglementer l'octroi informel de permis d'exploitation minière à petite échelle et assurer une meilleure supervision - Renforcer la législation foncière pour protéger les populations vulnérables contre les déplacements forcés.
 - Veiller à ce que les grandes sociétés minières se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière d'affaires et de droits de l'homme, en mettant en place des mécanismes permettant aux communautés affectées d'obtenir réparation.

Sécurité

- Mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris la formation et la supervision des groupes *Koglwéogo* et *Dozo*.
- Renforcer les capacités opérationnelles et institutionnelles des forces de sécurité.
- Promouvoir les initiatives visant à instaurer la confiance entre les communautés locales et les forces de sécurité.
- Renforcer la coopération entre les partenaires locaux, régionaux et internationaux pour faire face aux tendances régionales plus larges de l'insécurité.

État de droit

- Promouvoir la transparence et l'efficacité au sein du système de justice formel.
- Élaborer des programmes de supervision et de protection des droits des femmes, tant dans les mécanismes de justice traditionnels que dans les tribunaux.

Annexe A : Échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Métrique	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	Analyse des réseaux des parties prenantes (SNA)	Enquête	24 acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	Rapports de situation	929 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après toute élection nationale.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Processus électoral et pluralisme	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Participation politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Fonctionnement du gouvernement	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Institut international pour la démocratie et	Taux moyen de participation aux élections législatives	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

		l'assistance électorale (IDEA)		
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de transformation Bertelsmann (BTI)	Intégration politique et sociale	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité des personnes	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Pertes en vies humaines dues conflits par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence/Conflit avec des groupes armés non-étatiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Amnesty	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - État	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Human Rights Watch	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organe ou les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

			ou d'usage abusif de la force est efficace.	
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la Banque mondiale sur les droits de l'homme et le droit	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination liée au genre en matière de recrutement ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

			pondérale modérée ou grave	
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux d'emploi par rapport à la population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Âge médian	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance démographique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance des femmes (en années)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	Rapports d'incident	712 (après réduction des doublons et de la pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLED	Incidents	495
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Groupes de discussion	Répartis selon les hommes, les femmes et les jeunes	15
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Entretiens avec les informateurs clés	Éminentes personnalités et experts locaux	23

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été définis en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'instituts de recherche et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe en *Annexe A*. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données, afin de garantir une distribution égale des notes.

Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Si l'on ne situe pas les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si μ est la moyenne

σ^2 est la variance

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays, mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans une fourchette définie, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité.

La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution allant de [min, max] à [MIN, MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = \text{MIN} + \frac{(\text{MAX} - \text{MIN})}{(\text{max}[\text{min}])} \times (x - \text{min})$$

3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a ensuite été calculée pour obtenir une note finale pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle les notes des indicateurs.

Annexe C : Références supplémentaires

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', World Bank Group, September 2014 <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

International Crisis Group 'Burkina Faso: Preserving the Religious Balance', 2016
<https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/burkina-faso/burkina-faso-preserving-religious-balance>

Kirwin, Matthew F. 'Violent Communal Conflict in Burkina Faso: A Multi-Level Examination', 2010
https://etd.lib.msu.edu/islandora/object/etd%3A566/datastream/OBJ/download/Violent_communal_conflict_in_Burkina_Faso_a_multi-level_examination.pdf

Kodila-Tedika, O., Simplicie, A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', International Journal of Social Economics, 2016, Vol. 43: Issue 10
<http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

NZAID 'Conflict-Risk Assessment Guideline' 2008 <http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

OECD 'States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1

Search for Common Ground 'Identifying Opportunities for Civil Society-Led Conflict Resolution in Burkina Faso', 2013 https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2014/06/BRK_NED-Burkina_final-report-EN.pdf

USAID 'Climate Change and Conflict in the Sahel: A Policy Brief on Findings from Niger and Burkina Faso', 2014 http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PBAAB109.pdf

USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008
<https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

USAID 'Peace Through Development II' Annual Report, Year 5, 2016
http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00MPDP.pdf

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States', Harvard Kennedy School, August 2014
<https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

Annexe D : Glossaire

<i>Dozo</i>	Fraternité des chasseurs traditionnels du nord de la Côte d'Ivoire, du sud-est du Mali et du Burkina Faso, qui ont été mis à contribution dans leurs communautés pour assurer la sécurité et la sûreté.
Relation fondée sur la « parenté à plaisanterie »	Désigne une pratique sociale entre des individus ou des groupes qui peut impliquer des taquineries et des moqueries bien intentionnées, ce qui peut refréner les conflits et promouvoir la paix et la solidarité.
<i>Koglwéogo</i>	Désigne une milice d'autodéfense qui s'est constituée pour faire face à l'insécurité et au manque de présence policière effective. Elle est composée de civils ayant reçu une formation minimale et est financée par le public. Les <i>Koglwéogo</i> procèdent à des arrestations et protègent le public et, dans certaines régions, travaillent en tandem avec les forces de police.

Annexe E: Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations du pilier de la sécurité humaine

Burkina Faso	Vulnérabilités	Risques	Facteurs de résilience	Recommandations
Population et démographie	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion de l'eau et accès à la terre - Changements démographiques ; croissance démographique et migration des zones rurales vers les zones urbaines. - Forte population de jeunes - Pressions environnementales (inondations et sécheresse - incidence sur l'agriculture et la sécurité alimentaire) 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnes déplacées internes - Mouvements transfrontaliers de populations - Groupes <i>Koglwéogo</i> et <i>Dozo</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Coexistence entre groupes religieux ; dialogue interreligieux - Pratique culturelle de la « parenté à plaisanterie ». - Initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS) - Initiatives gouvernementales d'atténuation des conflits, y compris la création de la Direction de la prévention et de la gestion des conflits du ministère de l'Administration territoriale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à contribution les cadres existants de dialogue interreligieux pour promouvoir la cohésion sociale. - Soutenir les programmes visant à promouvoir la coopération, la cohésion sociale et le règlement des litiges entre les communautés locales et les populations réfugiées. - Investir dans le développement rural pour améliorer l'infrastructure et la prestation de services. - Soutenir les initiatives des OSC qui prennent en compte la dimension culturelle dans la promotion de la santé des femmes y compris , la planification familiale.
Politique et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'éducation civique populaire - Sous-représentations des femmes en politique - Absence de l'État et de services publics dans certaines régions. - Gouvernance inadéquate du secteur de la sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Élections - Tentatives de coups d'état - Réformes constitutionnelles/électorales - Politisation des institutions religieuses et traditionnelles - Déficit de gouvernance locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Chefs traditionnels/ coutumiers/religieux (par exemple le Moro Naba) - Application des lois coutumières pour l'atténuation des conflits - Activités de développement et de sensibilisation menées par les organisations de la société civile, les bailleurs de fond 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des programmes de sensibilisation sur les responsabilités civiques, en ciblant particulièrement les femmes et les jeunes. - Allouer davantage de ressources au Haut Conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) et aux autres mécanismes de réconciliation.

			<p>internationaux et les agences gouvernementales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Existence de cadres et de législations sur le genre 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la gestion des futurs processus électoraux pour promouvoir la transparence et aider à prévenir les incidents liés à la violence électorale. - Soutenir les initiatives visant à promouvoir la bonne gouvernance et la transparence aux niveaux local et national. - Promouvoir la mise en œuvre et l'application effectives de quotas réservés aux femmes. - Soutenir les programmes visant à promouvoir la participation politique et le leadership des femmes. - Renforcer les institutions de l'État pour améliorer la bonne gouvernance
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion inadéquate des ressources naturelles contribuant aux conflits intercommunautaires. - Porosité des frontières - Sous-équipement des forces de sécurité - Recours aux forces de sécurité non étatiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflit entre les groupes au sujet de l'accès aux terres arables et aux autres ressources naturelles. - Conflit lié à l'exploitation des terres - Activité terroriste ; répercussions liées aux conflits dans les pays voisins. - Criminalité - Conflits entre agriculteurs et éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle des organisations locales, régionales et internationales dans la gestion de la fragilité - Les groupes <i>Koglwéogo</i> et <i>Dozo</i> qui comblent les lacunes en matière de sécurité dans les communautés où la présence de l'État est faible. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre des initiatives de réforme du secteur de la sécurité (RSS), y compris la formation et la supervision des groupes <i>Koglwéogo</i> et <i>Dozo</i>. - Renforcer les capacités opérationnelles et institutionnelles des forces de sécurité. - Promouvoir les initiatives visant à instaurer la confiance entre les communautés locales et les forces de sécurité. - Renforcer la coopération entre les partenaires locaux, régionaux et internationaux pour

				faire face aux tendances régionales plus larges de l'insécurité.
Économie et ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Économie non diversifiée - Chômage, pauvreté et inégalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Activités minières illégales - Dégradation de l'environnement, y compris la pollution de l'eau du fait des activités minières - Mise en œuvre inefficace du régime foncier - Mise en œuvre insuffisante des politiques de protection de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Dynamisme du secteur informel - Initiatives gouvernementales visant à soutenir les agriculteurs et les petits producteurs en leur fournissant des subventions et de l'engrais. - Accès des groupes de femmes aux micro-crédits pour mener des activités économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir et étendre le micro-financement et la formation professionnelle, en appuyant particulièrement les initiatives menées par les jeunes et les femmes. - Développer et améliorer les infrastructures de transformation et de stockage des produits agricoles et l'accès au marché. - Sensibiliser et appliquer les règlements pour réduire les effets environnementaux négatifs de l'exploitation minière illégale, de la combustion du charbon de bois, du surpâturage et de la déforestation. - Soutenir les réformes macroéconomiques visant à diversifier l'économie. - Allouer des ressources pour étendre les infrastructures routières et les services publics. <p>Dans le secteur minier:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réglementer l'octroi informel de permis d'exploitation minière à petite échelle et assurer une meilleure supervision - Renforcer la législation foncière pour protéger les populations

				<p>vulnérables contre les déplacements forcés.</p> <p>- Veiller à ce que les grandes sociétés minières se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière d'affaires et de droits de l'homme, en mettant en place des mécanismes permettant aux communautés affectées d'obtenir réparation.</p>
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> - Perceptions de corruption et d'impunité au sein du système judiciaire - Faible représentation des femmes dans l'appareil judiciaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Cas de corruption au sein du système judiciaire - Violations des droits de l'homme - Justice populaire 	<ul style="list-style-type: none"> - sanctions à l'encontre des juges et des agents de l'État pour corruption - Renforcement des institutions gouvernementales pour améliorer la gouvernance 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir la transparence et l'efficacité au sein du système de justice formel. - Élaborer des programmes de supervision et de protection des droits des femmes, tant dans les mécanismes de justice traditionnels que dans les tribunaux.